

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, May 7, 2026

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade met with videoconference this day at 10:31 a.m. [ET] to study Bill S-214, An Act to amend the Special Economic Measures Act (disposal of assets of a foreign state); and to examine and report on such issues as may arise from time to time relating to foreign relations and international trade generally.

Senator Peter M. Boehm (*Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Chair: Good morning, honourable senators. My name is Peter Boehm. I am a senator from Ontario and the Chair of the Committee on Foreign Affairs and International Trade. I wish to invite committee members participating in today's meeting to introduce themselves.

[*English*]

Senator Adler: Charles Adler, Manitoba.

Senator MacDonald: Michael MacDonald, Cape Breton, Nova Scotia.

Senator Dasko: Donna Dasko, Ontario.

Senator Ataullahjan: Salma Ataullahjan, Ontario.

Senator Ravalia: Mohamed Ravalia, Newfoundland and Labrador.

[*Translation*]

Senator Gerba: Amina Gerba from Quebec.

[*English*]

Senator Harder: Peter Harder, Ontario.

Senator Wilson: Duncan Wilson, British Columbia.

Senator M. Deacon: Marty Deacon, Ontario.

Senator Coyle: Mary Coyle, Antigonish, Nova Scotia.

Senator Al Zaibak: Mohammad Al Zaibak, Ontario.

[*Translation*]

Senator Hébert: Martine Hébert from Quebec.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 7 mai 2026

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international se réunit aujourd'hui, à 10 h 31 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les mesures économiques spéciales (disposition des biens d'un État étranger), et pour examiner, afin d'en faire rapport, les questions qui pourraient survenir occasionnellement se rapportant aux relations étrangères et au commerce international en général.

Le sénateur Peter M. Boehm (*président*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

Le président : Bonjour, honorables sénateurs. Je m'appelle Peter Boehm, je suis un sénateur de l'Ontario et je suis président du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international. J'inviterais maintenant les membres du comité présents aujourd'hui à se présenter.

[*Traduction*]

Le sénateur Adler : Charles Adler, du Manitoba.

Le sénateur MacDonald : Michael MacDonald, du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse.

La sénatrice Dasko : Donna Dasko, de l'Ontario.

La sénatrice Ataullahjan : Salma Ataullahjan, de l'Ontario.

Le sénateur Ravalia : Mohamed Ravalia, de Terre-Neuve-et-Labrador.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Amina Gerba, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Harder : Peter Harder, de l'Ontario.

Le sénateur Wilson : Duncan Wilson, de la Colombie-Britannique.

La sénatrice M. Deacon : Marty Deacon, de l'Ontario.

La sénatrice Coyle : Mary Coyle, d'Antigonish, en Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Al Zaibak : Mohammad Al Zaibak, de l'Ontario.

[*Français*]

La sénatrice Hébert : Martine Hébert, du Québec.

The Chair: Welcome to all the senators.

[*English*]

Welcome to anyone who may be watching us across the country on the Senate ParlVU channel.

Colleagues, for our first panel, we will proceed to clause-by-clause consideration of Bill S-214, An Act to amend the Special Economic Measures Act (disposal of foreign state assets).

Before we begin, as usual, I would like everyone present to please mute notifications on your devices and please observe the instructions on the card in terms of best practices for the use of the microphone and the earpiece so as to protect our technical staff and, in particular, our interpreters.

Before we begin our clause-by-clause consideration of Bill S-214, I would like to remind senators of a number of points. If, at any point, a senator is not clear where we are in the process, please ask for clarification. I wish to ensure that, at all times, we all have the same understanding of where we are in this process.

In terms of the mechanics of the process, when more than one amendment is proposed to be moved in a clause, amendments should be proposed in the order of the lines of a clause.

If a senator is opposed to an entire clause, the proper process is not to move a motion to delete the entire clause but, rather, to vote against the clause as standing as part of the bill.

Some amendments that are moved may have consequential effect on other parts of the bill. It is therefore useful to this process if a senator moving an amendment identified to the committee other clauses in this bill where this amendment could have an effect. Otherwise, it would be very difficult for members of the committee to remain consistent in their decision making.

Because no notice is required to move amendments, there can, of course, have been no preliminary analysis of the amendments to establish which one or ones may be of consequence to others and which may be contradictory.

If committee members ever have any questions about the process or about the propriety of anything occurring, they can certainly raise a point of order.

As chair, I will listen to arguments, decide when there has been sufficient discussion of a matter or order and make a ruling.

Le président : Bienvenue à tous les sénateurs.

[*Traduction*]

Bienvenue à tous ceux qui nous regardent d'un peu partout au pays sur la chaîne ParlVU du Sénat.

Chers collègues, pour la première heure de cette séance, nous allons procéder à l'étude article par article du projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les mesures économiques spéciales (disposition des biens d'un État étranger).

Avant de commencer, comme d'habitude, je demanderais à toutes les personnes présentes de bien vouloir désactiver les notifications sur leurs appareils et de respecter les consignes figurant sur la fiche située concernant les bonnes pratiques d'utilisation du micro et de l'écouteur. Il en va de la santé de notre personnel technique et, en particulier, de nos interprètes.

Avant d'entamer l'étude article par article du projet de loi S-214, je tiens à vous rappeler un certain nombre de choses. Si, à un moment donné, vous n'êtes pas certain de l'étape à laquelle nous en sommes dans le processus, n'hésitez pas à demander des précisions. Je tiens à ce qu'à tout moment, nous ayons tous la même compréhension de l'étape à laquelle nous sommes rendus dans le processus.

En ce qui concerne le déroulement du processus, lorsque plusieurs amendements sont proposés pour un même article, ceux-ci doivent être présentés dans l'ordre des lignes de l'article.

Si un sénateur s'oppose à un article dans son intégralité, la procédure appropriée ne consiste pas à présenter une motion visant à supprimer l'article dans son intégralité, mais plutôt à voter contre l'article tel qu'il figure dans le projet de loi.

Certains amendements présentés peuvent avoir des répercussions sur d'autres parties du projet de loi. Il est donc utile, dans le cadre de ce processus, qu'un sénateur présentant un amendement signale au comité les autres articles du projet de loi sur lesquels ledit amendement pourrait avoir une incidence. Faute de cela, il sera très difficile pour les membres du comité d'assurer la cohérence de leurs décisions.

Comme aucun préavis n'est requis pour proposer des amendements, il ne peut bien sûr y avoir eu d'analyse préliminaire des amendements pour établir lesquels pourraient avoir des répercussions sur d'autres ou lesquels pourraient être contradictoires.

Les membres du comité qui auraient des questions sur la procédure ou sur le bien-fondé de quoi que ce soit peuvent bien sûr évoquer le Règlement.

En tant que président, je déciderai si nous avons suffisamment discuté d'une question ou d'un ordre et je rendrai une décision.

The committee is ultimately in charge of its business within the bounds established by the Senate, and a ruling can be appealed to the full committee by asking whether the ruling shall be sustained.

I wish to remind honourable senators that if there is ever any uncertainty as to the results of a voice vote or a show of hands, the most effective route is to request a roll call vote which, of course, provides unambiguous results.

My last point is that, as you are aware, any tied vote negates the motion in question.

Are there any questions on any of the above? If not, we will proceed.

Colleagues, is it agreed that the committee proceed to clause-by-clause consideration of Bill S-214, An Act to amend the Special Economic Measures Act (disposal of foreign state assets)?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall the title stand postponed?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clause 1 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall clause 2 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall clause 3 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall clause 4 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall clause 5 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall clause 6 carry?

Hon. Senators: Agreed.

En définitive, le comité est responsable de ses affaires dans les limites établies par le Sénat, et une décision peut être portée en appel devant le comité plénier en demandant si la décision doit être maintenue.

Je tiens à rappeler aux honorables sénateurs qu'en cas d'incertitude quant aux résultats d'un vote par oui ou non ou d'un vote à main levée, la façon la plus efficace de procéder est de demander un vote par appel nominal, qui, bien entendu, donne des résultats sans ambiguïté.

Enfin, veuillez garder à l'esprit que tout vote à égalité entraîne le rejet de la motion en question.

Y a-t-il des questions sur ce que je viens de dire? S'il n'y en a pas, nous allons poursuivre.

Chers collègues, le comité consent-il à ce que nous procédions à l'étude article par article du projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les mesures économiques spéciales (disposition des biens d'un État étranger)?

Des voix : Oui.

Le président : Le titre doit-il être reporté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 1 est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 1 est adopté.

L'article 2 est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 2 est adopté.

L'article 3 est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 3 est adopté.

L'article 4 est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 4 est adopté.

L'article 5 est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : L'article 5 est adopté.

L'article 6 est-il adopté?

Des voix : Oui.

The Chair: Carried.

Shall the title carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

Shall the bill carry?

An Hon. Senator: No.

The Chair: I heard a “no.”

Does anyone want to speak to the point?

Senator Harder: I will be very brief. You would infer from the questions I asked yesterday what my concerns are. My concerns are, frankly, two things: One is the unintended consequences that the witnesses spoke to and, more importantly for me, this is an area of exclusive executive responsibility. I would support this were it to be a government bill. It is not a government bill.

Therefore, I’m concerned about private members’ business defining or providing a tool that the government isn’t asking for in the conduct of its sanctions policy. That is a bit esoteric on my part, I know, but I think it is a principle that I believe we should observe.

I recognize that I am the lone voice on this, but it is a voice that I think the Senate needs to hear to understand how this committee has gone about its business.

The Chair: Thank you, senator.

Senator Coyle: Did you want this —

The Chair: I think your hand was up, but I will go to Senator Dasko after —

Senator Coyle: I wasn’t sure what the protocol was. Okay.

I appreciated the issues that our colleague Senator Harder raised at committee yesterday with various witnesses, and I understand the two main concerns.

I received an answer that made me comfortable on the consequences issue, so I am supportive. This is a point for the second point as well. We are not telling the executive to use this tool; we are merely providing a tool that we have been advised could be helpful for them to use if they so choose to use it.

Le président : L’article 6 est adopté.

Le titre est-il adopté?

Des voix : Oui.

Le président : Le titre est adopté.

Le projet de loi est-il adopté?

Une voix : Non.

Le président : J’ai entendu un « non ».

Quelqu’un souhaite-t-il intervenir à ce sujet?

Le sénateur Harder : Je serai très bref. Vous pouvez déduire de mes questions d’hier quelles sont mes préoccupations. Franchement, mes préoccupations portent sur deux aspects : le premier concerne les conséquences imprévues évoquées par les témoins et, ce qui est plus important à mes yeux, il s’agit d’un domaine relevant de la responsabilité exclusive de l’exécutif. Je soutiendrais cette proposition s’il s’agissait d’un projet de loi d’initiative gouvernementale, mais ce n’est pas le cas.

Je m’inquiète donc qu’une initiative parlementaire définisse ou fournisse un outil que le gouvernement ne demande pas dans la conduite de sa politique de sanctions. Je sais que cela peut paraître un peu ésotérique de ma part, mais je pense qu’il s’agit d’un principe que nous devrions respecter.

Je reconnais que je suis le seul à m’exprimer à ce sujet, mais j’estime que c’est une opinion que le Sénat doit entendre pour rendre compte de la façon dont le comité a mené ses travaux.

Le président : Merci, sénateur.

La sénatrice Coyle : Voulez-vous que...

Le président : Je crois que vous aviez levé la main, mais je vais donner la parole à la sénatrice Dasko après...

La sénatrice Coyle : Je ne savais trop quel était le protocole. D’accord.

J’ai bien apprécié les problèmes soulevés hier par notre collègue, le sénateur Harder, auprès de divers témoins, et je comprends les deux grandes préoccupations qui les motivent.

J’ai reçu une réponse qui m’a rassurée sur la question des conséquences. Je suis donc favorable aux dispositions du projet de loi. Cela vaut également pour le deuxième point. Nous ne demandons pas à l’exécutif d’utiliser cet outil; nous lui fournissons simplement un outil dont on nous a dit qu’il pourrait lui être utile s’il choisissait de s’en servir.

To the second point, politically there are considerations surrounding everything we do. Sometimes we can help an executive by providing an option that they have not necessarily sought out, but it is then there for them if they choose to use it.

I don't know; I can't read the minds of our executive, but I have not seen any pushback about this at all in any of the media and policy conversations. I have not seen any concern expressed. In fact, there may be — but we don't know — some delight that this is coming their way without them having to initiate it, and they don't have to use it if they don't want to use it.

The Chair: Thank you.

Senator Dasko: I think we heard some excellent testimony at this committee. I was pleased with all the witnesses and the evidence brought forward. I would conclude that this is a tool in the tool box for government, and the threshold for using this tool is very high. I would conclude that the risks are very low for the government to go ahead with this, and they are manageable.

I was very impressed with the evidence yesterday, in particular from the government witnesses including the RCMP, stressing how they work with other countries on all aspects of this. It struck me. They are always meeting with the Europeans to talk strategies, tactics and opinions. That reinforces what I have heard from the government because all government folks whom I have been speaking to have been stressing this to me as well. They want to work with other countries. Other countries are moving in this direction. I think that we are very much in sync on that.

I do think this fits very well with the Prime Minister's aspirations for us to be a middle power. I think it is a very helpful tool in that picture of Canada.

I appreciate Senator Harder's comments. The fact that the government hasn't weighed in on the bill at this stage is not unusual. I note it passed at second reading, not on division. We know that doesn't happen automatically anymore. We have seen. It didn't pass on division. There were no objections to taking it to this stage.

I am hopeful that the government will accept this. However, if it passes and goes to the other place, they will decide there. They will have the full chance to look at this and to assess it and to vote on it whichever way they see fit. That's the message I would like to leave us with: It will be in their hands to decide.

The Chair: Thank you.

En ce qui concerne le deuxième point, sur le plan politique, tout ce que nous faisons a nécessairement des conséquences. Parfois, nous pouvons aider l'exécutif en lui proposant une option qu'il n'a pas nécessairement recherchée, mais qui est à sa disposition s'il choisit de s'en servir.

Je ne sais pas; je ne peux pas lire dans les pensées de nos dirigeants, mais je n'ai constaté aucune opposition à ce sujet dans les médias ou les débats politiques. À ma connaissance, aucune réserve n'a été émise à ce sujet. En fait, il se peut — mais nous ne le savons pas — qu'ils se réjouissent que cela leur soit proposé sans qu'ils aient à en prendre l'initiative, et qu'ils n'aient pas à l'utiliser s'ils ne le souhaitent pas.

Le président : Je vous remercie.

La sénatrice Dasko : Je pense que le comité a entendu d'excellents témoignages. J'ai été satisfaite de l'ensemble des témoins et des éléments de preuve présentés. Je conclurais qu'il s'agit d'un outil parmi d'autres qui est mis à la disposition du gouvernement, et que les conditions encadrant son utilisation sont très rigoureuses. Enfin, je considère que, pour un gouvernement qui déciderait d'utiliser cet outil, les risques sont très faibles et ils sont gérables.

J'ai été très impressionnée par les témoignages d'hier, en particulier ceux des fonctionnaires du gouvernement, y compris la GRC, qui ont souligné la manière dont ils collaborent avec d'autres pays sur tous les aspects de cette question. Cela m'a frappée. Ils rencontrent constamment leurs homologues européens pour discuter de stratégies, de tactiques et d'opinions. Cela renforce ce que j'ai entendu de la part du gouvernement, car tous les représentants du gouvernement à qui j'ai parlé ont eux aussi insisté sur ce point. Ils souhaitent collaborer avec d'autres pays. D'autres pays s'engagent dans cette voie. Je crois que nous sommes tout à fait sur la même longueur d'onde à ce sujet.

Je crois que cela correspond très bien aux aspirations du premier ministre, qui souhaite que nous soyons une puissance intermédiaire. Je crois que, dans cette vision du Canada, c'est un outil très utile.

Je remercie le sénateur Harder de ses observations. Le fait que le gouvernement ne se soit pas encore prononcé sur le projet de loi n'a rien d'inhabituel. Je constate qu'il a été adopté en deuxième lecture, sans vote par appel nominal. Nous savons que cela ne se fait plus automatiquement. Nous l'avons constaté. Il n'a pas été adopté avec dissidence. Personne ne s'est opposé à ce qu'il passe à cette étape.

J'ai bon espoir que le gouvernement l'accepte. Toutefois, s'il est adopté et transmis à l'autre Chambre, c'est là-bas qu'ils se prononceront. Ils auront toute la latitude voulue pour l'examiner, l'évaluer et voter comme bon leur semble. C'est le message que je voudrais vous laisser : la décision est entre leurs mains.

Le président : Merci.

Senator Wilson: I withdraw my question.

[Translation]

Senator Gerba: I have a question for Senator Harder, who says that he would have agreed to the bill if it were a government bill. Can you explain the difference between a similar bill introduced by the government and this bill, which is a private bill?

[English]

Senator Harder: The difference is that a government bill has gone through the deliberative process of government consideration, which would be both interdepartmental in this case and also at the senior level of government.

The government will have weighed, in its own mind, the cost and the benefits and the unintended consequences. It would also have had informal and formal consultations that government legislation would have with like-minded. It would comfort me, at least, to know that in seeking this tool, the executive was weighing the risks and the opportunities in a way that parliamentarians cannot. I am one to defer to the executive in matters of foreign policy, generally, and I would do so if that were the case with a bill coming forward that is a government bill.

It is that simple.

The Chair: Thank you. Would anyone else like to take the floor?

In which case, I will make a few remarks.

[Translation]

Senator Hébert: I have one question.

I want to make sure I understand. Senator Dasko, in the process, the bill will be sent back to the other place, and the government will have the freedom to choose what it does with it, and ultimately whether it uses the executive power that the act would like to give to the government. It doesn't necessarily bind or expose the government to anything, unless they want to use it, which will be to be determined based on what testimony has been presented to us. Did I understand correctly? I want to make sure.

[English]

Senator Dasko: Let me start with the process. It will have to pass the Senate at third reading first. Then it will go to the House of Commons, and they will decide whether to pass the bill or not. It will go to a committee there. They will have a committee process somewhat like ours.

Le sénateur Wilson : Je retire ma question.

[Français]

La sénatrice Gerba : J'ai une question pour le sénateur Harder, qui dit qu'il aurait accepté ce projet de loi si c'était un projet de loi du gouvernement. Est-ce que vous pouvez nous expliquer la différence entre un projet de loi semblable qui serait présenté par le gouvernement et ce projet de loi, qui est un projet de loi d'intérêt privé?

[Traduction]

Le sénateur Harder : La différence, c'est qu'un projet de loi d'initiative gouvernementale a suivi le processus délibératif de l'examen gouvernemental, qui, dans ce cas, s'effectue à la fois dans une dynamique interministérielle et à l'échelon le plus haut du gouvernement.

Le gouvernement aura, en son for intérieur, pesé le pour et le contre ainsi que les conséquences imprévues. Il aura également mené auprès d'entités amies les consultations officieuses et officielles qu'implique tout projet de loi d'initiative gouvernementale. Je serais rassuré, pour ma part, de savoir qu'en recourant à cet outil, l'exécutif a évalué les risques et les possibilités d'une manière qui n'est pas à la disposition des parlementaires. En matière de politique étrangère, je suis de ceux qui, de façon générale, s'en remettent à l'exécutif, et je le ferais s'il s'agissait d'un projet de loi d'initiative gouvernementale.

C'est aussi simple que cela.

Le président : Merci. Y a-t-il d'autres interventions?

Dans ce cas, je vais formuler quelques observations.

[Français]

La sénatrice Hébert : J'ai une question.

Je veux être certaine de bien comprendre. Sénatrice Dasko, dans le processus, le projet de loi sera renvoyé à l'autre Chambre, et le gouvernement aura le loisir de choisir ce qu'il en fera — et, ultimement, s'il utilisera le pouvoir exécutif que cette loi voudrait donner au gouvernement. Cela ne lie pas ou n'expose pas nécessairement le gouvernement à quoi que ce soit, à moins qu'il souhaite s'en servir, ce qui sera à déterminer selon ce qui nous a été présenté comme témoignages. Est-ce que j'ai bien compris? C'est ce dont je veux m'assurer.

[Traduction]

La sénatrice Dasko : Permettez-moi de commencer par le processus. Le projet de loi devra d'abord être adopté par le Sénat en troisième lecture. Il sera ensuite transmis à la Chambre des communes, qui décidera de l'adopter ou non. Il sera alors renvoyé à un comité. Le processus là-bas sera similaire au nôtre.

They can decide. They have a majority. The government has a majority now, as you know. They can decide at committee whether this goes ahead or not. If it goes ahead, then it would pass their chamber, then it would become law, and then the government would decide on a case-by-case basis whether and how to use this new tool. It is a new tool in their tool kit. They will decide when, where, who, what and how to use it, if the circumstances are so strong.

I think we heard from witnesses that the threshold is very high to use this power. The offending state has to be a major perpetrator of international crimes, so that is how the government will decide to use it. There are many steps ahead.

That was a long answer.

[*Translation*]

Senator Hébert: Thank you for that. My question was ultimately as follows: Even if the bill were eventually passed, the government will always be the final decision maker whether or not to use the tool in its toolbox. However, we know that there are several others at the international level.

Thank you.

[*English*]

Senator Al Zaibak: My question relates to Senator Hébert's question but in a different way.

Regarding the concerns raised by our colleague the Honourable Senator Harder, wouldn't that be dealt with when the bill passes the Senate and goes to the other place? Wouldn't that be totally dealt with, or are we missing something? I am wondering if Senator Harder can answer this question.

Senator Harder: Private members' business or Senate public bills do not go through the scrutiny of government legislation at any one time.

It is true that Senate public bills or private members' bills, from time to time, are supported or not supported by the government. The government can indicate that early or later. That is up to the government. But at no time, even in that process, does it go through the scrutiny of government legislation.

The Chair: You are fine with that, Senator Al Zaibak?

Senator Al Zaibak: Yes. Thank you.

Ils peuvent décider. Ils disposent d'une majorité. Comme nous le savons tous, le gouvernement dispose présentement d'une majorité. Il peut décider en comité si ce projet va de l'avant ou non. S'il va de l'avant, il sera adopté par la Chambre, puis deviendra loi, et le gouvernement décidera au cas par cas si et comment il convient d'utiliser ce nouvel outil. C'est un nouvel outil qui vient s'ajouter à ceux dont il dispose déjà. Il décidera quand, où, avec qui, à quel sujet et de quelle façon l'utiliser, si la situation le réclame.

Je crois que les témoins nous ont dit que les conditions cautionnant le recours à ce pouvoir sont très rigoureuses. L'État sanctionné devra être un auteur notoire de crimes internationaux. Voilà ce qui motivera son utilisation; c'est de cette façon que le gouvernement décidera d'utiliser cet outil. Il y a encore de nombreuses étapes à franchir.

C'était une longue réponse.

[*Français*]

La sénatrice Hébert : Merci de votre réponse. Ma question était ultimement la suivante : même si la loi était adoptée un jour, le gouvernement demeurera toujours l'ultime décideur, à savoir s'il utilise ou non l'outil dans son coffre à outils. Cependant, on sait qu'il y en a plusieurs autres à l'échelle internationale.

Merci.

[*Traduction*]

Le sénateur Al Zaibak : Ma question est liée à celle de la sénatrice Hébert, mais d'une autre façon.

En ce qui concerne les préoccupations soulevées par notre collègue, l'honorable sénateur Harder, cela ne sera-t-il pas réglé lorsque le projet de loi sera adopté par le Sénat et transmis à l'autre chambre? Ne serait-ce pas alors entièrement réglé? Est-ce que quelque chose nous échappe? Je me demande si le sénateur Harder peut répondre à cette question.

Le sénateur Harder : Les projets de loi d'initiative parlementaire ou les projets de loi émanant du Sénat ne sont jamais soumis à l'examen réservé aux projets de loi d'initiative ministérielle.

Il est vrai que les projets de loi d'initiative parlementaire émanant du Sénat ou de la Chambre sont parfois appuyés par le gouvernement, parfois pas. Le gouvernement peut l'indiquer tôt ou tard. C'est une décision qui lui appartient. Sauf que de tels projets de loi ne sont à aucun moment — même au cours de ce processus — soumis à l'examen réservé aux projets de loi d'initiative ministérielle.

Le président : Cela vous convient-il, sénateur Al Zaibak?

Le sénateur Al Zaibak : Oui. Merci.

The Chair: Would anyone else like to take the floor? Okay. This is my opportunity now.

I wish to say a few things: I too am an institutionalist, and I see how policy is made. I have participated in that in the past. That is where scrutiny comes forward through a government bill.

There are, of course, other bills that have gone through with respect to sanctions. I can think of the Magnitsky Law from a few years ago. It's an important part of the tool kit, but it's a tool that hasn't been used very often. The government's preference is, in fact, to use the Special Economic Measures Act, or SEMA, because it gives a broader approach and is more supple in terms of its utilization.

That said, this particular bill has seen a number of incarnations. It died on the Order Paper through prorogation and the election. It is back with us again.

We will all recall that two years ago, there was a provision introduced in the Budget Implementation Act with respect to the seizure of assets. If we realize that, principally, this bill was focused on the war in Ukraine, then we can see that in the past two years, of course, there have been developments on that side as well.

The bill has been around for a while. I have not detected a clear signal from the government one way or the other. We have heard from witnesses that, in some respects, this bill might make certain aspects easier. This is with respect to the judicial function. I suppose that is fine.

As Senator Coyle said earlier, there's also the possibility that the government might actually welcome something like this. However, there's also the possibility that the government might ignore it because the foreign policy aspect always falls under the Royal Prerogative, and the executive takes its decisions. We have experienced that in our long and lengthy debates on a private member's bill that came from the House in the last Parliament.

On balance, you can look at this in two ways. I appreciate Senator Harder's argument. I appreciate where we are. I would like to propose now that we have a recorded vote on the bill. I will ask our clerk, Chantal Cardinal, to handle that.

Chantal Cardinal, Clerk of the Committee: The Honourable Senator Boehm?

Senator Boehm: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Adler?

Senator Adler: Carried.

Le président : Y a-t-il quelqu'un d'autre qui souhaite prendre la parole? Très bien. C'est maintenant à mon tour.

Je voudrais dire quelques mots : je suis moi aussi partisan de l'institutionnalisme, et je sais comment les politiques sont élaborées. J'ai participé à ce processus par le passé. C'est là que l'examen minutieux intervient pour un projet de loi d'initiative gouvernementale.

Il y a, bien sûr, d'autres projets de loi qui ont été adoptés en matière de sanctions. Je pense entre autres à la loi Magnitski d'il y a quelques années. C'est un instrument important parmi ceux dont le gouvernement dispose, mais disons qu'il n'a pas été utilisé très souvent. En fait, le gouvernement préfère utiliser la Loi sur les mesures économiques spéciales, car elle offre plus de latitude et de souplesse.

Cela dit, ce projet de loi a connu plusieurs versions. Il est tombé au feuillet en raison de la prorogation et des élections. Il est de nouveau devant nous.

Nous nous souvenons tous qu'il y a deux ans, une disposition relative à la saisie d'actifs avait été proposée dans le cadre de la Loi d'exécution du budget. Si l'on considère que ce projet de loi portait principalement sur la guerre en Ukraine, on constate bien sûr que, ces deux dernières années, la situation a évolué de ce côté-là également.

Ce projet de loi est en discussion depuis un certain temps. Je n'ai pas perçu de signal clair de la part du gouvernement, ni dans un sens ni dans l'autre. Des témoins nous ont indiqué que ce projet de loi pourrait faciliter certaines choses. Cela concerne la fonction judiciaire. Je présume que c'est tout à fait correct.

Comme l'a dit la sénatrice Coyle tout à l'heure, il est également possible que le gouvernement accueille favorablement une telle mesure. Cependant, il est aussi possible qu'il l'ignore, car la politique étrangère relève toujours de la prérogative royale, et c'est l'exécutif qui prend les décisions. Nous en avons fait l'expérience lors de nos longs et interminables débats sur un projet de loi d'initiative parlementaire émanant de la Chambre lors de la dernière législature.

Tout bien considéré, on peut voir les choses de deux façons. Je comprends l'argument du sénateur Harder. Je comprends où nous en sommes. Je voudrais maintenant proposer que nous soumettions le projet de loi à un vote par appel nominal. Je vais demander à notre greffière, Chantal Cardinal, de s'en charger.

Chantal Cardinal, greffière du comité : L'honorable sénateur Boehm?

Le sénateur Boehm : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénateur Senator Adler?

Le sénateur Adler : Adopté.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Al Zaibak?

Senator Al Zaibak: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Ataullahjan?

Senator Ataullahjan: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Coyle?

Senator Coyle: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Dasko?

Senator Dasko: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator M. Deacon?

Senator M. Deacon: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Gerba?

Senator Gerba: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Harder?

Senator Harder: No.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Hébert?

Senator Hébert: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator MacDonald?

Senator MacDonald: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Ravalia?

Senator Ravalia: Carried.

Ms. Cardinal: The Honourable Senator Wilson?

Senator Wilson: Carried.

Ms. Cardinal: Yeas: 12; nays: 1.

The Chair: Accordingly, the bill is carried. Does the committee wish to consider appending observations to the report?

Hon. Senators: No.

The Chair: No. Okay. Thank you.

To conclude on that point, this debate has been very useful in terms of setting out at least a verbal aspect of observation to the bill.

Senator Harder: Colleagues, it is my intention to speak briefly at third reading to draw the attention of the Senate to the testimony we heard and the views that I have expressed. I expect

Mme Cardinal : L'honorable sénateur Al Zaibak?

Le sénateur Al Zaibak : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Ataullahjan?

La sénatrice Ataullahjan : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Coyle?

La sénatrice Coyle : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Dasko?

La sénatrice Dasko : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Marty Deacon?

La sénatrice M. Deacon : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Gerba?

La sénatrice Gerba : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénateur Harder?

Le sénateur Harder : Non.

Mme Cardinal : L'honorable sénatrice Hébert?

La sénatrice Hébert : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénateur MacDonald?

Le sénateur MacDonald : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénateur Ravalia?

Le sénateur Ravalia : Adopté.

Mme Cardinal : L'honorable sénateur Wilson?

Le sénateur Wilson : Adopté.

Mme Cardinal : Douze voix pour et une voix contre.

Le président : Le projet de loi est donc adopté. Le comité souhaite-t-il annexer des observations au rapport?

Des voix : Non.

Le président : Non. D'accord. Merci.

Sur ce, je conclurai en disant que notre débat s'est avéré très utile, car nous avons pu formuler, au moins verbalement, des observations sur le projet de loi.

Le sénateur Harder : Chers collègues, j'ai l'intention de prendre brièvement la parole à l'étape de la troisième lecture pour attirer l'attention du Sénat sur les témoignages que nous

the same level of thunderous support as I have enjoyed this morning.

The Chair: Thank you, Senator Harder, for your usual candour on this point.

Colleagues, is it agreed that I report this bill to the Senate in both official languages?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Thank you.

[*Translation*]

Colleagues, for our second panel, we are discussing the situation in Haiti. We are pleased to welcome the following witnesses: Camille Occius, Executive Director, Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti; Michèle Asselin, Executive Director, Association québécoise des organismes de coopération internationale, by videoconference; and Chloé Cébron, Policy and Advocacy Director, Doctors of the World Canada, also by videoconference.

We are now ready to hear your opening remarks, which will be followed by questions from senators and your answers.

Mr. Occius, you have the floor, to be followed by Ms. Asselin and Ms. Cébron.

Camille Occius, Executive Director, Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti: Mr. Chair, honourable senators, ladies and gentlemen, on behalf of the Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti, the OCNH, let me express my deep gratitude for this invitation. Testifying before this prestigious committee is a privilege for me. It is also an opportunity to give voice to millions of Haitian citizens whose daily lives are marked by heroic resilience in the face of an unprecedented multifaceted crisis.

I would like to begin by acknowledging Canada's leadership in the international community. Your ongoing support for strengthening the Haitian National Police and the justice system is not just technical assistance; it is an essential bulwark against the complete collapse of our republican structures. As multilateralism fragments, Canada's commitment remains a sign of solidarity for the Haitian people.

Honourable senators, the picture I'm going to paint for you is bleak. This is the harsh reality of our country.

avons entendus et les points de vue que j'ai exprimés. J'espère pouvoir compter sur le même soutien enthousiaste que celui auquel j'ai eu droit ce matin.

Le président : Merci, sénateur Harder, de votre franchise habituelle sur ce point.

Chers collègues, êtes-vous d'accord pour que je fasse rapport du projet de loi au Sénat dans les deux langues officielles?

Des voix : D'accord.

Le président : Merci.

[*Français*]

Chers collègues, pour notre deuxième groupe, nous discutons de la situation en Haïti. Nous sommes heureux d'accueillir les témoins suivants : M. Camille Occius, directeur exécutif, de l'Organisation des citoyens pour une nouvelle Haïti, Mme Michèle Asselin, directrice générale, de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, par vidéoconférence, et Mme Chloé Cébron, directrice de l'analyse politique et du plaidoyer, Groupe de politique et de plaidoyer humanitaire, de Médecins du Monde Canada, aussi par vidéoconférence.

Nous sommes maintenant prêts pour vos remarques préliminaires, qui seront suivies d'une période de questions des sénateurs et de vos réponses.

Monsieur Occius, vous avez la parole; vous serez suivi de Mme Asselin et Mme Cébron.

Camille Occius, directeur exécutif, Organisation des citoyens pour une nouvelle Haïti : Monsieur le président, honorables sénatrices et sénateurs, mesdames et messieurs, au nom de l'Organisation des citoyens pour une nouvelle Haïti, l'OCNH, je vous exprime ma profonde gratitude pour cette invitation. Pour moi, témoigner devant ce prestigieux comité est un privilège. C'est aussi une occasion de faire entendre la voix de millions de citoyens haïtiens dont le quotidien est aujourd'hui marqué par une résilience héroïque face à une crise multidimensionnelle sans précédent.

Je tiens à saluer d'emblée le leadership du Canada au sein de la communauté internationale. Votre soutien constant au renforcement de la Police nationale d'Haïti et à la justice n'est pas seulement une aide technique; c'est un rempart essentiel contre l'effondrement total de nos structures républicaines. Dans un contexte marqué de fragmentation du multilatéralisme, l'engagement du Canada demeure un gage de solidarité pour le peuple haïtien.

Honorables sénateurs, le tableau que je vais vous dépeindre est sombre. C'est la réalité brute de notre pays.

The year 2024 has been marked by unprecedented violence for the Haitian people. According to the UN report, more than 8,400 people were killed, injured or abducted. Behind those numbers are broken families.

The grip of gangs on the country has led to the forced displacement of 580,000 people. This is not just an internal migration statistic. It means a large number of women and children who are completely destitute, exposed to systematic gender violence and deprived of their dignity and safety. There is physical insecurity, but also food insecurity. When 5 million people go hungry, the very stability of the nation is compromised.

Adding to this emergency is a legal identity crisis. Nearly 3 million Haitians are at risk of statelessness due to the lack of a birth certificate. Without identity, there is no citizenship, and without citizenship, there can be no democracy.

In July 2020, the anti-corruption unit significantly stepped up its anti-corruption efforts. Of a total of 112 reports filed by the institution since 2004, 68 investigation reports have been filed under the current administration, along with 120 applications filed against authorities for failing to declare assets. Unfortunately, the Haitian justice system has not followed up in a meaningful way to ensure convictions.

Lastly, the electoral impasse that has persisted for nearly a decade has created a vacuum of legitimacy that only violence seems to fill today. The justice system, a pillar of the rule of law, is in a state of paralysis, and now impunity has become the norm.

Honourable senators, members of the committee, the Haitian crisis can no longer be dealt with solely from a security perspective. It is structural. It is a crisis of governance and human rights. However, the OCNH is confident that it does not have to be this way. Recovery is possible, provided that international support aligns with the deep aspirations of Haitian civil society.

Honourable senators, that is why, with all the solemnity that this meeting requires, the OCNH submits several recommendations for your consideration.

First, there is a need for massive support for vital statistics modernization and criminal reform, because without guaranteed legal identity, access to justice and electoral participation remain wishful thinking.

Second, with local actors, humanitarian corridors and specific protection mechanisms must be put in place for displaced women and minors who are the primary targets of criminal networks.

L'année 2024 a été, pour le peuple haïtien, marquée par une violence inouïe. Selon le rapport des Nations unies, il y a eu plus de 8 400 victimes tuées, blessées ou enlevées. Derrière ces chiffres, il y a des familles brisées.

L'emprise des gangs sur le territoire a provoqué le déplacement forcé de 580 000 personnes. Ce ne sont pas que des statistiques de migration interne : c'est un grand nombre de femmes et d'enfants livrés à la précarité absolue, exposés à des violences de genre systématiques, privés de leur dignité et de leur sécurité. L'insécurité n'est pas seulement physique, elle est aussi alimentaire. Quand 5 millions de personnes ont faim, c'est la stabilité même de la nation qui est compromise.

À cette urgence s'ajoute une crise de l'identité juridique : près de 3 millions d'Haïtiens sont à risque d'apatridie, faute d'acte de naissance. Sans identité, il n'y a pas de citoyenneté, et sans citoyenneté, il ne peut y avoir de démocratie.

En juillet 2020, l'Unité de lutte contre la corruption a considérablement intensifié ses actions en matière de lutte contre la corruption. Sur un total de 112 rapports transmis à la justice par l'institution depuis 2004, 68 rapports d'enquête ont été soumis sous l'actuelle administration, auxquels s'ajoutent 120 requêtes introduites contre des autorités pour défaut de déclaration de patrimoine. Malheureusement, la justice haïtienne n'a pas donné de suite judiciaire réelle pour qu'il y ait des condamnés.

Enfin, l'impasse électorale qui perdure depuis près d'une décennie a créé un vide de légitimité que seule la violence semble combler de nos jours. Le système judiciaire, un pilier de l'état de droit, est un état de paralysie, laissant l'impunité progresser en normes.

Honorables sénatrices et sénateurs, membres du comité, la crise haïtienne ne peut plus être traitée uniquement sous l'angle sécuritaire. Elle est structurelle. Elle est une crise de la gouvernance et des droits de la personne. Toutefois, l'OCNH est convaincue qu'elle n'est pas une fatalité. Le redressement est possible, à condition que l'appui international s'aligne sur les aspirations profondes de la société civile haïtienne.

Honorables sénateurs et sénatrices, c'est pourquoi, avec toute la solennité que requiert cette séance, l'OCNH soumet à votre attention plusieurs recommandations.

Premièrement, il faut soutenir massivement la modernisation de l'état civil et la réforme pénale, car, sans une identité juridique garantie, l'accès à la justice et la participation électorale restent des vœux pieux.

De plus, il faut mettre en place, avec les acteurs locaux, des corridors humanitaires et des mécanismes de protection spécifiques pour les femmes et les mineurs déplacés qui sont les premières cibles des réseaux criminels.

Third, we must give technical and political support to an electoral process that will not just be a technical deadline, but an act of reclaiming popular, inclusive and transparent sovereignty.

We also need to redirect some of the aid toward building the capacity of civil society and oversight institutions to ensure the accountability and sustainability of Canadian investments. Fourth, we need to ensure that international assistance addresses root causes, including corruption and arms trafficking, rather than just symptom management.

Mr. Chair, honourable members of the committee, the Haitian people are not asking for charity, but rather for partnerships that believe in the possibility of fair justice and sustainable human security.

Canada has shown that it understands the complexity of our challenges. We hope that this committee will be able to advocate for heightened commitment in favour of a new Haiti where human rights will at last be the basis of national life.

The OCNH reiterates its willingness to work closely with your institutions. Thank you for your time, and I look forward to your questions.

Thank you.

The Chair: Thank you, Mr. Occius.

Ms. Asselin, you now have the floor.

Michèle Asselin, Director General, Association québécoise des organismes de coopération internationale: Honourable senators, thank you for the opportunity to testify on behalf of the Association québécoise des organismes de coopération internationale, or AQOCI, which includes more than 70 organizations working for sustainable development and international solidarity. Over 40 of our members have been active in Haiti for many decades.

My testimony is based on first-hand experience on the ground. Our recommendations are a continuation of the report entitled *Haiti's Multi Faceted Crisis and Canada's Response*, published in December 2025, which focused its priorities on the protection and leadership of Haitian women and girls.

I would like to call to your attention four priority issues that require Canada's urgent commitment.

The first issue is to improve donor coordination and transparency. International donors in Haiti do not collectively communicate their funding strategies enough. To develop effective strategies, we need to know the priority areas and preferred approaches. We recommend that Canada establish a

Troisièmement, on doit accompagner, techniquement et politiquement, un processus électoral qui ne sera pas seulement une échéance technique, mais un acte de reconquête de la souveraineté populaire, inclusif et transparent.

Aussi, nous nous devons de réorienter une partie de l'aide vers le renforcement des capacités de la société civile et des institutions de contrôle, afin de garantir la redevabilité et la pérennité des investissements canadiens. Finalement, il faut veiller à ce que l'aide internationale s'attaque aux causes profondes, notamment la corruption et le trafic d'armes, plutôt que de se limiter à la gestion des symptômes.

Monsieur le président, honorables membres du comité, le peuple haïtien ne demande pas la charité, mais plutôt des partenariats qui croient à la possibilité d'une justice équitable et d'une sécurité humaine durable.

Le Canada a démontré qu'il comprenait la complexité de nos défis. Nous espérons que ce comité saura plaider pour une amplification de cet engagement en faveur d'une nouvelle Haïti où les droits de la personne seront enfin le socle de la vie nationale.

L'OCNH réitère sa volonté de collaborer étroitement avec vos institutions. Je vous remercie de m'avoir écouté et je suis prêt à répondre à vos questions.

Merci.

Le président : Merci, monsieur Occius.

Maintenant, madame Asselin, vous avez la parole.

Michèle Asselin, directrice générale, Association québécoise des organismes de coopération internationale : Honorables sénatrices et sénateurs, je vous remercie de me donner l'occasion de témoigner au nom de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, l'AQOCI, qui regroupe plus de 70 organisations œuvrant pour un développement durable et la solidarité internationale. Plus de 40 de nos membres sont actifs en Haïti depuis de nombreuses décennies.

Mon témoignage s'appuie sur l'expérience directe du terrain. Nos recommandations s'inscrivent dans la continuité du rapport intitulé *Crise multiforme en Haïti et réponse du Canada*, publié en décembre 2025, qui plaçait la protection et le leadership des femmes et des filles haïtiennes au cœur de ses priorités.

Je souhaite porter à votre attention quatre enjeux prioritaires qui exigent l'engagement urgent du Canada.

Le premier enjeu est d'améliorer la coordination et la transparence des bailleurs. Les bailleurs internationaux présents en Haïti ne communiquent pas suffisamment leurs stratégies de financement de manière collective. Nous avons besoin de connaître les zones prioritaires et les approches privilégiées pour

dual coordination mechanism: transparent communication of funding strategies between donors, focusing interventions on gender equality, and putting a structured dialogue with Canadian organizations with close ties to Haitian civil society at the forefront.

The second issue would be to stop making people with disabilities invisible. People with disabilities in the camps are rendered tragically invisible through a lack of identification criteria and a lack of knowledge of their specific needs. We recommend that Canada encourage and fund a collective study on identifying major vulnerabilities, ensuring that people with disabilities are systematically included.

Third, we need to commit to protecting children and preventing a bloodbath. To reach populations, humanitarian organizations need to negotiate access with organized armed groups. These negotiations have revealed a troubling reality: Over 50% of the members of these groups are minors. These children are not criminals. They are coerced to join based on a lack of options, poverty and the proliferation of weapons.

With the multinational security force in the country, we fear bloody conflicts that would primarily affect children. In this regard, we recommend three actions: strengthening control of arms trafficking to Haiti, promoting the emergence of dialogue between the Haitian government and armed groups to avoid bloodshed and providing financial support to Haitian civil society organized to provide concrete alternatives, such as going back to school. The military solution alone will not solve anything. These kids need school books, not coffins.

The last issue is maintaining support for regions outside Port-au-Prince. While all eyes are on Port-au-Prince, the rest of the country continues to function and is home to thousands of displaced people. Capabilities are limited and fragile. We recommend that Canada continue to support regional economies by addressing the needs of displaced people and the increased environmental risks of hosting thousands of displaced people.

In conclusion, it is imperative to act on four priorities: better coordination and transparency of donors; an inclusive approach that leaves no one behind; a political commitment to promote dialogue, arms control and support for civil society; and maintaining and increasing funding for development rather than prioritizing only spending related to military actions.

élaborer des stratégies efficaces. Nous recommandons que le Canada établisse un double mécanisme de coordination, soit une communication transparente des stratégies de financement entre bailleurs, en plaçant l'égalité des genres au cœur des interventions et un dialogue structuré avec les organisations canadiennes qui ont des liens privilégiés avec la société civile haïtienne en première ligne.

Le deuxième enjeu serait de mettre fin à l'invisibilisation des personnes en situation de handicap. Les personnes en situation de handicap dans les camps sont dramatiquement invisibilisées en raison d'un défaut dans les critères d'identification et d'un manque de connaissance de leurs besoins spécifiques. Nous recommandons que le Canada favorise et finance une réflexion collective sur l'identification des grandes vulnérabilités, en s'assurant que les personnes en situation de handicap soient systématiquement incluses.

Troisièmement, il faut s'engager à protéger les enfants et à prévenir un bain de sang. Pour atteindre les populations, les organisations humanitaires doivent négocier l'accès avec les groupes armés organisés. Ces négociations ont révélé une réalité troublante : plus de 50 % des membres de ces groupes sont d'âge mineur. Ces enfants ne sont pas des criminels : ils y sont poussés par l'absence d'options, la pauvreté et la prolifération des armes.

Avec la présence de la force de sécurité multinationale, nous craignons des confrontations sanglantes qui toucheraient principalement des enfants. Sur ce plan, nous recommandons trois actions : renforcer le contrôle du trafic d'armes vers Haïti, favoriser l'émergence d'espaces de dialogue entre le gouvernement haïtien et les groupes armés pour éviter les bains de sang, et soutenir financièrement la société civile haïtienne organisée pour offrir des alternatives concrètes, comme le retour à l'école. La solution militaire à elle seule ne résoudra rien. Ces enfants ont besoin de cahiers d'école, pas de cercueils.

Enfin, le dernier enjeu est de maintenir le soutien aux régions à l'extérieur de Port-au-Prince. Alors que tous les regards sont tournés vers Port-au-Prince, le reste du pays continue de fonctionner et accueille des milliers de personnes déplacées. Les capacités d'accueil sont limitées et fragilisées. Nous recommandons que le Canada continue de soutenir l'économie des régions en répondant aux besoins des déplacés et aux risques environnementaux accrus à la suite de l'accueil de milliers de déplacés.

En conclusion, il est impératif d'agir sur quatre priorités : une meilleure coordination et une plus grande transparence des bailleurs de fonds, une approche inclusive qui ne laisse personne derrière, un engagement politique favorisant le dialogue, le contrôle des armes et le soutien à la société civile, et le maintien et l'augmentation du financement au développement plutôt que de ne prioriser que des dépenses liées aux actions militaires.

Implementing these recommendations must focus any stabilization strategy on Haitian women and girls. Haitian women's organizations deserve direct, predictable and equitable support.

In conclusion, I would like to highlight one major concern. While the federal government will increase its military spending to \$72 billion in the coming years, official development assistance will decrease by \$2.4 billion over the next four years. I would like to draw your attention to the fact that the economic impact of international co-operation promotes self-reliance rather than dependence. Canada has a crucial role to play.

Thank you, and I am available to answer your questions.

The Chair: Thank you, Ms. Asselin.

Ms. Cébron, you now have the floor.

[English]

Chloé Cébron, Policy and Advocacy Director, Doctors of the World Canada, Humanitarian Policy and Advocacy Group: Honourable senators, thank you for the opportunity to speak with you today about the humanitarian situation in Haiti.

My name is Chloé Cébron. I am the Policy and Advocacy Director for Médecins du Monde Canada. I speak here today on behalf of the Humanitarian Policy and Advocacy Group, which brings together more than 30 Canadian humanitarian organizations.

Our member organizations have been working in Haiti for over three decades. Currently, we work throughout the country in all sectors, including health, nutrition, food security, water and sanitation, and we work alongside local communities and local partners who are facing the consequences of this crisis every day.

I said before that Haiti's crisis is deeply multi-dimensional. It is a security crisis, but it's also a political, social and humanitarian one.

We recognize Canada's ongoing engagement to support Haiti, including its important investments and efforts to strengthen security and advance stabilization. However, let's be clear: There will be no long-lasting results unless we also meet the urgent humanitarian needs of the millions of Haitians who are facing this crisis and unless stabilization efforts are carried out with strict safeguarding.

La mise en œuvre de ces recommandations doit placer les femmes et les filles haïtiennes au cœur de toute stratégie de stabilisation. Les organisations de femmes haïtiennes méritent un soutien direct, prévisible et équitable.

En conclusion, j'aimerais souligner une préoccupation majeure. Alors que, dans les prochaines années, le gouvernement fédéral augmentera ses dépenses militaires à 72 milliards de dollars, l'aide publique au développement diminuera de 2,4 milliards au cours des quatre prochaines années. J'attire votre attention sur le fait que l'impact économique de la coopération internationale favorise l'autonomie plutôt que la dépendance. Le Canada a un rôle crucial à jouer.

Je vous remercie et je suis disponible pour répondre à vos questions.

Le président : Merci beaucoup, madame Asselin.

Madame Cébron, vous avez maintenant la parole.

[Traduction]

Chloé Cébron, directrice de l'analyse politique et du plaidoyer, Médecins du Monde Canada, Groupe de politique et de plaidoyer humanitaire : Honorables sénateurs, je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler aujourd'hui de la situation humanitaire en Haïti.

Je m'appelle Chloé Cébron, et je suis directrice des politiques et du plaidoyer auprès de Médecins du Monde Canada. Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom du Groupe de politique et de plaidoyer humanitaire, qui regroupe plus de 30 organisations humanitaires canadiennes.

Nos organisations membres travaillent en Haïti depuis plus de trois décennies. À l'heure actuelle, nous intervenons dans l'ensemble du pays et dans tous les secteurs, notamment la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement. Nous collaborons étroitement avec les collectivités locales et les partenaires sur le terrain, qui font face chaque jour aux conséquences de cette crise.

J'ai déjà dit que la crise en Haïti est profondément multidimensionnelle. Elle met en cause la sécurité, mais elle comporte aussi des dimensions politiques, sociales et humanitaires.

Nous saluons l'engagement soutenu du Canada en faveur d'Haïti, notamment grâce à ses investissements importants et à ses efforts considérables en vue de renforcer la sécurité et de favoriser la stabilisation. Cependant, soyons clairs : des résultats durables ne seront possibles que si nous répondons également aux besoins humanitaires urgents des millions d'Haïtiens touchés par cette crise et si les efforts de stabilisation sont assortis de mesures de protection strictes.

Haiti has been receiving increased political and international attention in recent months, so there is momentum — momentum for Canada and its global partners to step up their humanitarian and civilian protection engagement.

Haiti is facing an unprecedented humanitarian crisis. Inflation, shortages of essential goods and widespread insecurity have pushed millions into severe hardship, and a record level of internal displacement is putting unbearable pressure on host communities, basic services and humanitarian service providers.

We are deeply concerned about how fast the humanitarian and protection situation is deteriorating — as my colleagues said before — especially for women and girls, children and people with disabilities.

Yet, Haiti's humanitarian crisis remains critically underfunded. For 2026, only 22% of the US\$880 million required for the humanitarian response plan has been secured, and if you look at most life-saving sectors, they are actually funded at under 10% currently. This is why we say that a security-first approach on its own won't be enough. It can even make things worse unless it's matched by strong humanitarian assistance and serious safeguarding.

Let's talk about safeguarding now. You know that the Gang Suppression Force began its phased deployment in April, and we want to stress one point: Any Canadian involvement in the force must contribute to enhanced civilian protection, respect for human rights and international humanitarian law.

We know the history of international forces in Haiti. Security operations should not aggravate existing vulnerabilities — as I said previously — especially for children, who may make up as much as 50% of armed gang members. Canada must contribute to the force through robust safeguards, real oversight and strong accountability so that our support does not contribute — directly or indirectly — to civilian harm.

Finally, we cannot lose sight of what works: supporting locally led responses and strengthening local institutions. That means sustained support for Haitian institutions, civil society organizations and grassroots peacebuilders, who are the closest to the community and the best place to respond timely and adequately.

In closing, senators, we urge Canada to strengthen its humanitarian leadership in Haiti by increasing needs-based funding, ensuring any security engagement fully protects

Ces derniers mois, Haïti a suscité une attention accrue sur la scène politique et internationale, créant ainsi un élan qui incite le Canada et ses partenaires mondiaux à intensifier leur engagement à l'égard de la protection humanitaire et civile.

Haïti est aux prises avec une crise humanitaire sans précédent. L'inflation, la pénurie de biens essentiels et l'insécurité généralisée ont plongé des millions de personnes dans une détresse extrême, et le nombre record de déplacements internes exerce une pression insoutenable sur les communautés d'accueil, ainsi que sur les fournisseurs de services de base et de services humanitaires.

Nous sommes fortement préoccupés par la détérioration accélérée de la situation humanitaire et de la protection — comme mes collègues l'ont déjà expliqué —, en particulier pour les femmes et les filles, les enfants et les personnes handicapées.

Pourtant, la réponse à la crise humanitaire en Haïti demeure gravement sous-financée. Pour 2026, seulement 22 % des 880 millions de dollars américains requis pour le plan d'intervention humanitaire ont été mobilisés et, dans la plupart des secteurs vitaux, le financement reste actuellement inférieur à 10 %. C'est pourquoi nous estimons qu'une approche axée sur la sécurité ne suffira pas à elle seule. Elle peut même empirer les choses, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'une aide humanitaire solide et de mesures de protection concrètes.

Parlons justement des mesures de protection. Comme vous le savez, la Force de répression des gangs a entamé son déploiement progressif en avril, et nous voulons insister sur un point : toute participation canadienne à la force doit contribuer à renforcer la protection des civils et à assurer le respect des droits de la personne et du droit humanitaire international.

Nous connaissons le bilan des interventions internationales en Haïti. Les opérations de sécurité ne doivent pas aggraver les vulnérabilités existantes — comme je l'ai déjà mentionné —, surtout chez les enfants, qui pourraient représenter jusqu'à 50 % des membres de gangs armés. Le Canada doit contribuer à la force en instaurant des mesures de protection robustes, une véritable surveillance et une reddition de comptes rigoureuse afin que notre soutien ne nuise pas — directement ou indirectement — aux civils.

Enfin, nous ne devons pas perdre de vue ce qui fonctionne : le soutien aux initiatives menées à l'échelle locale et le renforcement des institutions locales. Cela passe par un appui soutenu aux institutions haïtiennes, aux organisations de la société civile et aux artisans de la paix sur le terrain, qui sont les plus proches des collectivités et les mieux placés pour intervenir rapidement et efficacement.

En conclusion, honorables sénateurs, nous exhortons le Canada à renforcer son leadership humanitaire en Haïti en augmentant le financement fondé sur les besoins, en veillant à ce

civilians and respects international law and placing Haitian civil society and local actors at the centre of decision making.

We stand ready to continue working with Parliament and the government to support a principled, coordinated and people-centred Canadian response.

Thank you for your attention.

[*Translation*]

The Chair: Thank you, Ms. Cébron.

I wanted to mention that Senator Youance from Quebec is with us today. Welcome, senator.

We are now ready for questions. We will give you three minutes. Ask very specific questions, please, colleagues.

[*English*]

Senator Ataullahjan: My question is to you, Mr. Occius. The picture that you paint is of a multi-dimensional crisis, and you say the picture is very grim with unprecedented violence, so obviously the current security measures are not working.

What additional measures can be taken? Who should we be looking at? We're hearing about children and women being killed. Do you still have any hope that the situation can be resolved?

[*Translation*]

Mr. Occius: Thank you. That's a very good question.

There are two forces or authorities in Haiti, the Armed Forces of Haiti and the Haitian National Police, or HNP. As I explained, for a number of years, Canada has supported truly strengthening the Haitian National Police. Despite that, there are no real major changes.

To answer your question, I can tell you that techniques are essential. Let's talk about the police. In order to strengthen the Haitian National Police, we believe it is necessary to purge the Haitian National Police of the officers who have ties with armed gangs.

Interventions are needed to strengthen the HNP. The fact is that this is a critical time and a critical situation. We can say that the HNP on its own cannot provide a real solution at this time. However, we believe that there must be an intervention, but that it must be tailored to support the HNP. Canada could act as

que tout engagement en matière de sécurité protège pleinement les civils et respecte le droit international, et en plaçant la société civile haïtienne et les acteurs locaux au centre de la prise de décisions.

Nous sommes prêts à poursuivre notre collaboration avec le Parlement et le gouvernement pour appuyer une réponse canadienne coordonnée, fondée sur des principes et axée sur les gens.

Je vous remercie de votre attention.

[*Français*]

Le président : Merci, madame Cébron.

Je voulais mentionner que la sénatrice Youance, du Québec, est avec nous aujourd'hui. Soyez la bienvenue, madame la sénatrice.

Maintenant, nous sommes prêts pour les questions. Nous accorderons trois minutes. Posez des questions très précises, s'il vous plaît, chers collègues.

[*Traduction*]

La sénatrice Ataullahjan : Ma question s'adresse à vous, monsieur Occius. Le tableau que vous brossez est celui d'une crise multidimensionnelle, et vous dites que la situation est alarmante, marquée par une violence sans précédent. Il est donc évident que les mesures de sécurité actuelles ne fonctionnent pas.

Quelles mesures supplémentaires peuvent être prises? À qui devons-nous prêter attention? Nous entendons dire que des femmes et des enfants se font tuer. Avez-vous encore espoir que la situation pourra se régler?

[*Français*]

M. Occius : Merci. C'est une très belle question.

Il y a deux forces ou instances en Haïti, soit les Forces armées d'Haïti et la Police nationale d'Haïti. Comme je l'ai expliqué, depuis plusieurs années, le Canada a soutenu la Police nationale d'Haïti pour un renforcement réel. Malgré tout, il n'y a pas vraiment de grands changements.

Par rapport à votre question, je peux vous dire que les techniques sont indispensables. Parlons de la police. Afin qu'il y ait un renforcement de la Police nationale d'Haïti, nous croyons qu'il est nécessaire de procéder à une épuration au sein de la Police nationale d'Haïti pour couper les liens qui existent entre certains agents et les gangs armés.

Il faut des interventions pour renforcer la Police nationale d'Haïti. Le fait est que l'heure et la situation sont graves. Nous pouvons dire que la Police nationale d'Haïti, à elle seule, ne peut pas apporter de solution réelle actuellement. Cependant, nous croyons qu'il doit y avoir une intervention, mais que celle-ci doit

support, but the solution must come from Haitians. We recognize that there needs to be intervention. However, it has to be in support of the HNP. You can't discount the HNP. There is hope.

The Chair: Thank you.

[English]

Senator Coyle: *Mèsi anpil* for my Haitian friends. I really respect all of the testimony we've had here today. I think this is a committee that is very much in solidarity with the people of Haiti. We want to thank all of you for the work that you're doing not only for our Haitian brothers and sisters but also for the stability of our world.

I have a question for Mr. Occius. Your organization is based in Haiti. My question is about the involvement of the Canadian and American Haitian diaspora and how those groups are working with your organization and others on this mission to bring democracy back to Haiti.

[Translation]

Mr. Occius: Thank you for that equally important question.

At the OCNH, we always talk about synergy. Today, many people are talking about Haiti. They are expressing their concerns and everyone is trying to find a solution. However, without synergy, we can't find a real solution. We promote synergy, not only within Haitian civil society, but also within the international community. I heard a witness talk to you about assistance coordination. There is a lot of funding in Haiti, but we can say that there is a problem with coordination, and even orientation.

[English]

Senator Coyle: Excuse me. I appreciate what you're saying. My question is specifically about the diaspora.

Your organization and others like yours are working with the Haitian diaspora who live in Canada and in the U.S. What kind of coordination or cooperation is there?

[Translation]

Mr. Occius: Our organization has developed a connection with organizations in Canada and the United States. Even before arriving here, we sent a number of letters to organizations working in Canada, including to discuss the situation in

être ajustée en appui à la Police nationale d'Haïti. Le Canada pourrait travailler en appui, mais la solution doit venir des Haïtiens. Nous sommes conscients qu'il faut des interventions. Toutefois, il faut que ce soit pour appuyer la Police nationale d'Haïti. On ne peut pas écarter la PNH. Il y a de l'espoir.

Le président : Merci beaucoup.

[Traduction]

La sénatrice Coyle : *Mèsi anpil* à mes amis haïtiens. Je respecte vraiment tous les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui. Je pense que notre comité est très solidaire du peuple haïtien. Nous tenons à vous remercier tous du travail que vous accomplissez non seulement pour nos frères et sœurs haïtiens, mais aussi pour la stabilité mondiale.

J'ai une question pour M. Occius. Votre organisation est établie en Haïti. Ma question porte sur la participation de la diaspora haïtienne au Canada et aux États-Unis et sur la façon dont ces groupes collaborent avec des organisations comme la vôtre dans le cadre de cette mission pour rétablir la démocratie en Haïti.

[Français]

M. Occius : Je vous remercie de cette question tout aussi importante.

Au sein de l'OCNH, on parle toujours de synergie. Aujourd'hui, plusieurs parlent d'Haïti; ils expriment leurs préoccupations et chacun essaie de trouver une solution. Cependant, sans synergie, on ne peut pas trouver de solution réelle. Nous préconisons cette synergie, non seulement au sein de la société civile haïtienne, mais aussi de la communauté internationale. J'ai entendu un témoin vous parler de coordination des aides. Il y a beaucoup de financement en Haïti, mais nous pouvons dire qu'il y a un problème de coordination, et même d'orientation.

[Traduction]

La sénatrice Coyle : Excusez-moi. Je comprends ce que vous dites. Ma question porte précisément sur la diaspora.

Votre organisation et d'autres groupes similaires travaillent avec les membres de la diaspora haïtienne qui vivent au Canada et aux États-Unis. Quel type de coordination ou de coopération existe-t-il?

[Français]

M. Occius : Notre organisation a développé un lien avec les organisations au Canada et aux États-Unis. Avant même d'arriver ici, nous avons envoyé plusieurs correspondances auprès des organisations qui travaillent au Canada, notamment

Haiti. The OCNH has a very good relationship with Haitians and Haitian organizations set up in foreign countries.

Senator Gerba: I'd like to thank all the witnesses for their very insightful remarks. It's very appreciated.

My question pertains to the diaspora. As you know, about 180,000 people make up the Haitian diaspora in Canada. Currently, that community is playing a major role economically and politically, transferring money, participating in influence networks and engaging in the debate over the country's future. Some observers are of the view that the diaspora is both supporting political stabilization and widening internal divisions. How do you think the Haitian diaspora can make a meaningful contribution to the political transition and the rebuilding of a national consensus in Haiti, while limiting the risks of polarization?

Mr. Occius: Haiti relies on its diaspora. We are well aware of the precarious situation in Haiti right now. Without the diaspora, heaven knows what would happen.

The diaspora's involvement in the reflection and decision-making process is crucial. The crisis can't be solved without the active involvement of the diaspora. We want the diaspora's co-operation and involvement, because its members are responsible for much of the economic situation of those living in Haiti. The diaspora isn't there just to send money and transfer funds. It's there to participate in the reflection process on how to pull the country out of the situation it's in.

Senator Gerba: Do you have a credible mechanism for working with the Haitian diaspora, be it in Canada or the U.S., where its members have a lot of influence? Is there some means of coordination or co-operation, so that the diaspora can meaningfully contribute to solving the problem in Haiti?

Mr. Occius: I don't want to speak for other organizations operating in Haiti. I'm speaking solely for the OCNH. We routinely organize online discussions with diaspora organizations. Since those actors are not physically in Haiti, we use technology to organize talks, debates and discussions to see how the diaspora can participate in resolving the crisis.

The Chair: Thank you very much.

I would like to remind senators that we also have two witnesses joining us by video conference. I just wanted to point that out.

pour échanger sur la situation d'Haïti. L'OCNH a donc une très bonne relation avec les Haïtiens et les organisations haïtiennes qui s'installent dans les pays étrangers.

La sénatrice Gerba : Je tiens à remercier tous nos témoins pour vos interventions très éclairantes et appréciées.

Ma question va dans le sens de la diaspora. Vous savez, la diaspora haïtienne représente près de 180 000 personnes au Canada. Aujourd'hui, elle joue un rôle économique et politique majeur, notamment par les transferts financiers, les réseaux d'influence et la participation au débat entourant l'avenir du pays. Toutefois, certains observateurs estiment que le rôle de la diaspora est à la fois de favoriser la stabilisation politique et d'accentuer certaines divisions internes. Selon vous, comment la diaspora haïtienne peut-elle contribuer concrètement à la transition politique et à la reconstruction du consensus national en Haïti, tout en limitant les risques de polarisation?

M. Occius : Haïti compte sur la diaspora. Nous ne sommes pas sans savoir qu'il y a une sorte de précarité en Haïti actuellement. Si la diaspora n'était pas présente, Dieu seul sait ce qui pourrait se produire.

L'implication de la diaspora dans la réflexion et dans les prises de décisions est essentielle. On ne peut pas trouver une solution à la crise sans participation active de la diaspora. Nous sommes pour une collaboration et une implication de la diaspora, car c'est la diaspora qui est responsable d'une grande partie de la situation économique des gens qui vivent en Haïti. La diaspora n'est pas seulement là pour envoyer de l'argent et pour effectuer des transferts, mais pour participer aux réflexions sur les façons d'extraire le pays de la situation dans laquelle il se trouve.

La sénatrice Gerba : Avez-vous un mécanisme de concertation crédible des diasporas haïtiennes, que ce soit au Canada ou aux États-Unis, où elles sont très influentes? Y a-t-il une certaine coordination ou une concertation pour que la diaspora contribue réellement à la solution du problème en Haïti?

M. Occius : Je ne vais pas parler au nom des autres organisations qui évoluent en Haïti, mais bien pour l'OCNH. Nous avons l'habitude d'organiser des causeries en ligne avec des organisations de la diaspora. Maintenant, étant donné que ces agents ne sont pas physiquement en Haïti, par l'entremise de la technologie, on organise des conférences, des débats et des causeries pour voir comment la diaspora pourrait s'impliquer dans la résolution de cette crise.

Le président : Merci beaucoup.

Chers collègues, j'aimerais vous rappeler que nous avons deux témoins à l'écran également. Je voulais simplement le rappeler.

[English]

Senator M. Deacon: Thank you. I would like to direct this to our witnesses online. Hopefully, we will be able to get a response on this particular issue.

We heard about the diaspora. I will shift it a little bit to stateside.

The Trump administration has attempted to terminate the temporary protected status for Haitians and Syrians, and it is currently before the Supreme Court of the United States. If it is ruled lawful, that would impact about 350,000 Haitians who could be immediately deported. What damage could this do to an already devastating, chaotic situation in Haiti if they are forced to return?

Ms. Cébron: Thank you for the question. Yes, it is a huge concern for us this year.

I wish to stress that at Médecins du Monde Canada, we also work in Canada with migrants and refugee claimants, so we also know that part of the work on our territory. This is, of course, a huge concern. The situation in Haiti is by no means — I know that you have heard it in testimony and you know it already — a safe place, first of all. Almost 1.5 million people are already displaced in the country, more than half of whom are children. Services provided to those people are totally underfunded and are not sufficient.

We also know that there is deportation from the Dominican Republic, which is already an issue. Imagining this scenario is actually very worrying.

To be clear, it is also an issue that is not going to be for Haiti itself but for the Caribbean region and for Canada because we know from our experience with the work we do in Canada that certain people might be deported, but some people are going to start trying to stay in the U.S., which is more precarious, and also trying to go elsewhere in the region.

Of course, they are putting their safety, health and those of their families at risk when they do so. We are following the decision of the Supreme Court very closely. There is also the huge work of the Haitian diaspora in the U.S. to also try to push back legally against those decisions and those processes.

Senator M. Deacon: Thank you. Ms. Asselin, would you like to add anything to this?

[Translation]

Ms. Asselin: I completely agree with the situation Ms. Cébron just described. In addition to the picture she painted, the deportation of 300,000 Haitians is very concerning because it would mean less support and financial assistance coming from that diaspora to help a variety of Haitian communities. It would

[Traduction]

La sénatrice M. Deacon : Je vous remercie. J'aimerais adresser cette question à nos témoins en ligne. J'espère que nous pourrions obtenir une réponse sur ce point précis.

Nous avons parlé de la diaspora. Passons maintenant à la situation aux États-Unis.

L'administration Trump a tenté de mettre fin au statut de protection temporaire des Haïtiens et des Syriens, et l'affaire est actuellement devant la Cour suprême des États-Unis. Si cette décision est jugée légitime, environ 350 000 Haïtiens risquent d'être immédiatement expulsés. En quoi cela pourrait-il aggraver une situation déjà désastreuse et chaotique en Haïti, si ces gens étaient forcés d'y retourner?

Mme Cébron : Je vous remercie de votre question. Oui, c'est une énorme préoccupation pour nous cette année.

Je tiens à souligner que Médecins du Monde Canada travaille aussi en sol canadien auprès de migrants et de demandeurs d'asile et connaît donc bien cette réalité. Il s'agit, bien sûr, d'un enjeu très préoccupant. Tout d'abord, comme vous le savez déjà et comme d'autres témoins vous l'ont sans doute déjà dit, la situation en Haïti est loin d'être sûre. Près de 1,5 million de personnes sont déjà déplacées dans le pays, et plus de la moitié sont des enfants. Les services offerts à ces personnes sont nettement sous-financés et insuffisants.

Nous savons également que des expulsions ont lieu depuis la République dominicaine, ce qui constitue déjà un problème. Un tel scénario suscite donc de vives inquiétudes.

Disons-le clairement : ce sera un enjeu non seulement pour Haïti, mais aussi pour l'ensemble de la région des Caraïbes et pour le Canada, car nous savons, d'après notre expérience de travail ici, que certaines personnes seront peut-être expulsées, mais que d'autres chercheront à rester aux États-Unis dans des conditions encore plus précaires ou tenteront de se rendre ailleurs dans la région.

Bien sûr, elles mettent en danger leur sécurité, leur santé et celles de leur famille. Nous suivons de très près la décision de la Cour suprême. Il faut également souligner l'important travail de la diaspora haïtienne aux États-Unis, qui tente de contester ces décisions et ces processus par voie juridique.

La sénatrice M. Deacon : Merci. Madame Asselin, voulez-vous ajouter quelque chose?

[Français]

Mme Asselin : Je suis tout à fait d'accord sur ce que Mme Cébron vient de présenter. Ce serait aussi préoccupant, parce que 300 000 personnes haïtiennes expulsées, en plus de ce que Mme Cébron vient de présenter, cela signifie aussi une réduction du soutien et de l'apport financier de ces diasporas

be very serious if the U.S. followed through on this absolutely senseless plan to deport Haitians in massive numbers.

The Chair: Thank you very much, Ms. Asselin.

[*English*]

Senator Al Zaibak: My question is directed to Ms. Asselin.

Haiti has experienced repeated international interventions over several decades, yet instability continues to deepen. From your perspective, what lessons has the international community failed to learn from the previous interventions? How can Canada help to ensure that current efforts avoid repeating past mistakes?

[*Translation*]

Ms. Asselin: Thank you for your question.

I think the biggest mistake is that those international interventions weren't deployed in co-operation with organizations in the country and the Haitian government. They should play a central role in any decisions. I agree with Mr. Occius on this. As you will recall, the international community intervened when Haiti was hit by the big earthquake, but Haitian organizations weren't involved in the groups coordinating the support. On top of that, everything was done in English. Our view on how to manage the crisis is very outward-looking, but we really need to rely on Haitians.

We can talk about the fact that a multitude of human rights groups, education groups and humanitarian organizations are supported by Haitians. Any intervention must be supported by them. The population supports those organizations and engages with them; that process mustn't be ignored in any strategy. Canada could make a difference by making it a habit to always consider the involvement of Haitian NGOs it can work with as well as the government's involvement. Although the government is fragile, that approach would help to strengthen its leadership. In any Canadian intervention, the approach has to be crosscutting.

I want to emphasize that, in this crisis, we can rely on the organizations working to curb the problems the police is having truly carrying out its mission. In order for the police to carry out its mission, an effective justice system is necessary. That means supporting efforts to develop the justice system. Mr. Occius spoke about capacity building. The justice system and police are an important pillar, but observers, human rights defenders and organized groups are another pillar. They, too, can support security-building efforts by making Haitians the focal point. That is applicable to every sphere, from agriculture and education to the development of health services. That's the key take-away. It

auprès de diverses communautés haïtiennes. Ce serait assez dramatique si l'on passait à ce plan totalement insensé d'expulsion massive de personnes haïtiennes des États-Unis.

Le président : Merci beaucoup, madame Asselin.

[*Traduction*]

Le sénateur Al Zaibak : Ma question s'adresse à Mme Asselin.

Haïti a connu de nombreuses interventions internationales au fil des décennies, mais l'instabilité continue de s'aggraver. À votre avis, quelles leçons la communauté internationale n'a-t-elle pas tirées des interventions précédentes? Comment le Canada peut-il faire en sorte que les efforts actuels ne reproduisent pas les erreurs du passé?

[*Français*]

Mme Asselin : Merci de la question.

Je crois que la principale erreur est de ne pas avoir déployé des plans d'intervention en collaboration avec les organisations du pays et avec l'État haïtien. Ils devraient être au cœur des décisions. À ce sujet, je suis tout à fait d'accord avec M. Occius. Rappelez-vous que lors du grand tremblement de terre, il y a eu une intervention internationale. Cependant, les organisations haïtiennes n'étaient pas présentes dans les groupes de coordination. De plus, tout se déroulait en anglais. Nous avons un regard très extérieur sur la manière de gérer la crise. On doit véritablement s'appuyer sur les Haïtiens et les Haïtiennes.

Nous pouvons parler du fait qu'il y a une multitude de groupes de défense des droits de la personne, de groupes en éducation et d'organisations humanitaires qui sont soutenus par des Haïtiens et des Haïtiennes. C'est un socle sur lequel on doit s'appuyer pour toute intervention. On ne peut pas faire fi de ce processus où la population, avec toutes les organisations qu'elle soutient et dans lesquelles elle s'investit, n'est pas considérée dans toute stratégie. Le Canada pourrait faire une différence en ayant le réflexe d'envisager constamment la présence d'ONG haïtiennes avec lesquelles travailler, ainsi que celle de l'État, même s'il est fragile, pour le renforcer dans son leadership. Cela doit donc être transversal dans toute intervention canadienne.

Je me permets d'insister sur le fait que, dans cette crise, on peut s'appuyer sur les organisations qui tentent d'enrayer les difficultés de la police à accomplir réellement sa mission. Cependant, pour qu'elle puisse accomplir sa mission, il faut un système judiciaire efficace. On doit donc appuyer le développement du système judiciaire. M. Occius parlait du renforcement des capacités. Il y a le pôle important du système judiciaire et de la police, mais il y a aussi un pôle d'observateurs, de défenseurs des droits de la personne et de groupes organisés qui peuvent aussi appuyer ce développement de la sécurité, en mettant les Haïtiens et les Haïtiennes au cœur de cette

might sound simple, but it's apparently very hard to put into practice, since it's never happened and it's been decades. Canada is to be commended if it shows strong leadership on this issue and involves the core group partners to that end.

Thank you.

The Chair: Thank you, Ms. Asselin.

Senator Hébert: Ms. Asselin, I think you're right. It feels like we've been talking about involving those groups in interventions for eons, whether in Haiti or other parts of the world. Thank you for your appeal.

My question is for you and Ms. Cébron.

First of all, I want to commend you, Ms. Cébron. I had the opportunity to work with people from Doctors of the World at one point, including your former bosses, Dr. Thomas and Mr. Bertrand, so I know how important your mission and work are.

I'd like to ask you about the sexual exploitation and abuse that often occurs in situations like Haiti's. Often, it's a huge problem. Are you able to tell us where things stand on that? We've talked a lot about children's involvement in gangs, but I'd like you to talk about the sexual exploitation and abuse happening on the ground. Do you have any information on that issue?

Ms. Cébron: We are getting more and more reports of sexual and gender-based violence, especially in the context of active hostilities. These incidents are often at the hands of members of armed groups and gangs, and sometimes even the Armed Forces of Haiti and police.

The situation at internal displacement camps is another big concern. It's important to understand that people live in crowded conditions, very close to one another, without the ability to meet their basic needs. Domestic violence and violence between neighbours occurs in those communities. Sexual exploitation also goes on, and some people resort to selling sexual services because they can't afford to meet their most basic needs any other way. It happens on many different levels.

Add to that, of course, the international forces coming in. That's why I talked about protection in my opening remarks. We see that as essential. We saw what happened with

perspective. On peut le faire sous tous les angles, que ce soit l'agriculture, l'éducation, le développement des services de santé, etc. C'est la principale leçon. Elle peut paraître simple, mais il semble qu'elle soit bien compliquée à appliquer, parce que cela fait des décennies qu'on ne le fait pas. Donc, bravo au Canada s'il montre un leadership fort à ce sujet et s'il interpelle les partenaires du Core Group à ce niveau.

Merci.

Le président : Merci beaucoup, madame Asselin.

La sénatrice Hébert : Madame Asselin, je crois que vous avez raison. On a l'impression que cela fait des siècles et des siècles qu'on parle d'impliquer les groupes dans les stratégies d'intervention, que ce soit en Haïti ou ailleurs dans le monde. Merci de votre cri du cœur à cet effet.

Ma question s'adresse à vous et à Mme Cébron.

Tout d'abord, madame Cébron, je vous salue. J'ai eu l'occasion de côtoyer des gens de Médecins du Monde à une certaine époque, dont vos anciens dirigeants, le Dr Thomas et M. Bertrand. Je connais donc la grande valeur de votre mission et de vos interventions.

J'aimerais vous interroger au sujet de l'exploitation et des abus sexuels qui ont souvent lieu dans des situations comme celles qui sont vécues en Haïti. C'est souvent extrêmement problématique. Êtes-vous capable de nous donner un état des lieux par rapport à la question? On a beaucoup parlé de l'enrôlement des enfants dans les gangs, mais j'aimerais que vous nous parliez de la question de l'exploitation et des abus sexuels sur le terrain. Avez-vous des indications par rapport à cela?

Mme Cébron : On rapporte de plus en plus d'incidents de violence sexuelle et de violence basée sur le genre, notamment en contexte d'hostilités actives. Ces incidents sont souvent causés par des membres de groupes armés, de gangs, et parfois même des Forces armées d'Haïti ou de la police.

Il y a aussi toute la situation dans les camps de déplacés internes. Il faut comprendre que les gens vivent les uns sur les autres dans la proximité, sans pouvoir subvenir à leurs besoins essentiels. Il y a donc de la violence conjugale et de la violence de voisinage dans ces communautés. Il y a également de l'exploitation sexuelle et un recours à la vente de services sexuels par certaines personnes, puisqu'elles n'ont pas d'autres moyens de subvenir à leurs besoins les plus essentiels. Cela se joue à différents niveaux.

Évidemment, on ajoute à cela les forces internationales qui viennent de l'étranger. C'est pour cela que je parlais de protection dans mes remarques liminaires. Le point de vue de la

MINUSTAH. Cases of sexual exploitation and abuse have been documented in Haiti in recent years.

That mustn't be allowed to happen again. That means training members of international forces who come into the country. It's important to focus on conduct, prevention and the way to deal with issues of sexual exploitation and abuse. Oversight mechanisms need to be put in place, with the participation of local authorities and communities, as my two colleagues mentioned. There also needs to be a way to report these situations.

Trust is an extremely important issue. It comes back to the question that was asked earlier. What we saw with MINUSTAH we've seen with other forces around the world. I should say that Haiti isn't the only place where it's happening. Trust is imperative. When helicopters, tanks and even drones — as is the case in Haiti — are the only visible signs of an international force's presence and assistance, it doesn't build trust; rather, it creates distrust in those interventions. In the long run, it's very detrimental.

That is what we are calling for in Canada's engagement. Right now, it's clear that Canada has a genuine commitment to Haiti, and we applaud that. However, a multidimensional crisis requires a multidimensional solution, both in terms of security and humanitarian assistance.

The Chair: Thank you, Ms. Cébron. Time is unfortunately up.

[*English*]

Senator Ravalia: Thank you to all of our witnesses. I would like to direct my question to Ms. Cébron.

We have heard from witnesses on this tragic situation on multiple occasions. Many factors have been raised, including foreign interference rather than tangible help, corruption, economic exploitation, gang warfare and violence.

Regrettably, it would appear that little or no progress has been forthcoming despite Canadian and international efforts throughout the years.

The difficult question for me is: Is Haiti a failed state?

Ms. Cébron: I will go back to one of the first questions that was asked about hope. Is there hope? I think there is. I'm happy to hear from other colleagues on it also.

MINUSTAH est essentiel pour nous. Il y a eu des cas d'exploitation et d'abus sexuels documentés en Haïti ces dernières années.

Il ne faut pas que cela puisse se reproduire. Cela veut dire qu'il faut former les personnes qui viennent des forces internationales. Il faut aborder la conduite, la prévention et la manière de faire face aux enjeux d'abus sexuels et d'exploitation. Il faut aussi qu'il y ait des cadres de surveillance qui soient mis en place avec l'implication des autorités locales et des communautés locales, comme le disaient mes deux autres collègues. Il faut aussi pouvoir rapporter ces enjeux.

L'enjeu de la confiance est extrêmement important. Cela revient à la question qui a été posée plus tôt. Ce que l'on a vu avec la MINUSTAH, on l'a vu aussi avec d'autres forces ailleurs dans le monde. Ce n'est pas seulement en Haïti, il faut le mentionner. L'enjeu de la confiance est primordial. Quand l'aide et la force internationale sont symbolisées uniquement par des hélicoptères, des tanks et même des drones — c'est le cas en Haïti —, cela ne peut pas aider à construire une relation de confiance et cela entraîne de la méfiance envers ces interventions. C'est extrêmement nuisible à long terme.

Donc, c'est ce qu'on appelle le Canada à faire dans son engagement. On le voit en ce moment : il y a un véritable engagement du Canada envers Haïti, et on applaudit cet engagement. Par contre, pour une crise multidimensionnelle, il faut une solution multidimensionnelle, tant en matière de sécurité qu'en matière humanitaire.

Le président : Merci, madame Cébron. Le temps est malheureusement écoulé.

[*Traduction*]

Le sénateur Ravalia : Merci à tous nos témoins. J'aimerais adresser ma question à Mme Cébron.

Nous avons entendu à maintes reprises des témoins s'exprimer sur cette situation tragique. De nombreux facteurs ont été soulevés, notamment l'ingérence étrangère plutôt qu'une aide concrète, la corruption, l'exploitation économique, la guerre de gangs et la violence.

Malheureusement, tout porte à croire qu'il n'y a guère eu de progrès, malgré les efforts déployés par le Canada et la communauté internationale au fil des ans.

Cela m'amène à une question difficile : Haïti est-il un État en déroute?

Mme Cébron : Permettez-moi de revenir à l'une des premières questions posées, celle de l'espoir. Y a-t-il de l'espoir? Je pense que oui. Je serai d'ailleurs ravie d'entendre l'avis de mes collègues à ce sujet.

It has been three decades that we have been working in Haiti. Of course, the overall [Technical difficulties] is difficult to look at sometimes.

But we also see things that are working at the local level with communities when communities are involved in the decision-making process and are following up on projects as well.

So let's not lose hope. There is momentum to do better in Haiti and to support Haitians to do it. That is very important to say.

When local actors and community-based actors are involved, mistrust is disappearing, and accountability is improved. Also, international aid is seeing checks and balances. That is also very important. We see it ourselves as international aid actors as well.

Senator Ravalia: Thank you. Ms. Asselin, do you have anything to add?

[Translation]

Ms. Asselin: I completely agree with Ms. Cébron. We have member organizations that work to empower territorial, local and departmental actors. They are at the heart of empowerment-building and can exert influence, starting from the bottom and moving towards a more democratic state.

As I said in my opening remarks, a major multidimensional crisis is happening in Port-au-Prince, but it's important not to ignore Haiti's regions. They are taking in thousands of refugees and are experiencing the crisis in a number of ways, but they have had promising experiences that can offer hope. Become familiar with those experiences; they are working and they show that people in the departments and regions are able to exercise collective power. This would give people hope. Our Haitian partners are instruments of hope and believe in their country's future. It would be very misguided to be hopeless.

[English]

Ms. Cébron: May I add?

The Chair: I'm sorry. We are out of time on that segment, as interesting and important as it is.

Senator Harder: Thank you to our witnesses. I will give an opportunity for others to comment on it because my question is very much in the same vein.

Haiti has been an issue for decades now. We have gone from excessive attention to no attention in that period.

Cela fait trois décennies que nous travaillons en Haïti. Bien sûr, l'ensemble [difficultés techniques] est parfois difficile à examiner.

Cependant, nous observons aussi des initiatives qui fonctionnent à l'échelle locale, lorsque les collectivités participent au processus décisionnel et au suivi des projets.

Alors, ne perdons pas espoir. L'élan est là : il y a une volonté d'améliorer la situation en Haïti et de soutenir les efforts des Haïtiens. Il est très important de le souligner.

Lorsque les acteurs locaux et communautaires sont au rendez-vous, la méfiance disparaît et la reddition de comptes s'améliore. De plus, l'aide internationale est alors soumise à un système de freins et de contrepoids. C'est là un autre aspect crucial. Nous le constatons nous-mêmes en tant qu'acteurs de l'aide internationale.

Le sénateur Ravalia : Merci. Madame Asselin, avez-vous quelque chose à ajouter?

[Français]

Mme Asselin : Je vais tout à fait dans le même sens que Mme Cébron. Il y a des organismes membres de l'AQOCI qui travaillent au renforcement des structures de pouvoirs territoriaux, locaux et départementaux. Ce sont des socles de développement du pouvoir qui peuvent influencer, en partant peut-être de la base vers un État plus démocratique.

Comme je l'ai mentionné dans mes remarques liminaires, il y a une crise multidimensionnelle majeure à Port-au-Prince. Cependant, il ne faut pas oublier les régions d'Haïti. Parmi les situations de crises auxquelles elles font face, puisqu'elles accueillent des milliers de réfugiés, il y a des expériences porteuses d'espoir. Aller à la rencontre de ces expériences qui fonctionnent et qui montrent que l'on peut exercer un pouvoir collectif dans les départements et les régions nous permettrait de puiser de l'espoir. Nos partenaires haïtiens sont porteurs d'espoir et croient en l'avenir de leur pays. On serait donc très mal placé d'être désespéré.

[Traduction]

Mme Cébron : Puis-je ajouter une observation?

Le président : Je suis désolé. Nous n'avons plus de temps pour ce segment, aussi intéressant et important soit-il.

Le sénateur Harder : Merci à nos témoins. Je vais donner l'occasion à d'autres de faire des observations à ce sujet, car ma question va dans le même sens.

La situation en Haïti constitue un enjeu depuis plusieurs décennies. Nous sommes passés d'une attention excessive à une absence d'attention au cours de cette période.

We have gone from working with government institutions at the national level, legitimized either by election or by appointment. We had, at the start at least, weak civil society and the difficulty of coordinating donor involvement.

We seem to have had well-organized donor involvement — I would like to have that confirmed by our witnesses — and a strengthened civil society, but governance remains an obstacle to sustained progress.

Ms. Asselin, I was interested in your four points because aside from the fourth, which was a specific reference to Canada, my question is: Who is responsible for responding to your four priorities? Is it the core group? Are you appealing to Canada to enhance, in some fashion, its role? I have heard everybody say “more money,” but that is a long list of requirements in a world in which humanitarian assistance is so fragile.

That is a long preamble. I wouldn't mind a bit of structure to the first three priorities that you outlined, Ms. Asselin.

[*Translation*]

Ms. Asselin: Thank you for your question. Yes, funding is a priority in two ways.

First, I want to recognize Canada's leadership on greater transparency in Haiti with respect to barriers. I think that's a role Canada can play. As an important member of the group, it can show that strong leadership. In relation to funding, we would like to establish a sizable but decentralized funding envelope more geared towards supporting humanitarian and human rights groups, and local communities.

It's possible to create the dialogue and synergy Mr. Occius talked about with groups in Canada and the Haitian diaspora. For example, you can count on the AQOCI to organize meetings and identify the best strategies.

To understand the right way to approach the right stakeholders, I think you need to engage in dialogue in more and more spaces.

I can attest to the tremendous amount of engagement in Quebec with many Haitian partners. It's hard to give you real-life examples in such a short amount of time — which I would've liked to do — but we can arrange other meetings to discuss the best strategies in detail.

The Chair: Thank you, Ms. Asselin.

Senator Youance: I'd like to follow up on something Ms. Asselin raised regarding collaboration, discussions and forums for dialogue. I want to talk about two things. Children

Nous collaborions auparavant avec des institutions gouvernementales à l'échelle nationale, légitimées par des élections ou par des nominations. Nous devons composer — du moins, au début — avec une société civile faible, et il était difficile de coordonner la participation des donateurs.

Aujourd'hui, la participation des donateurs semble être mieux organisée — j'aimerais d'ailleurs que nos témoins le confirment —, et la société civile s'est renforcée, mais la gouvernance demeure un obstacle à la réalisation de progrès soutenus.

Madame Asselin, j'ai trouvé intéressants vos quatre points. À l'exception du quatrième, qui concerne exclusivement le Canada, ma question est la suivante : qui est responsable de la mise en œuvre de ces priorités? Est-ce le groupe central? Demandez-vous au Canada de renforcer, d'une manière ou d'une autre, son rôle? J'entends tout le monde parler de « plus de financement », mais les exigences sont nombreuses dans un contexte où l'aide humanitaire est particulièrement fragile.

C'était un long préambule. Bref, j'aimerais obtenir un peu plus de détails sur les trois premières priorités que vous avez présentées, madame Asselin.

[*Français*]

Mme Asselin : Je vous remercie de la question. Oui, il y a une priorité en matière de financement, et elle est de deux ordres.

D'abord, pour Haïti, je souligne le leadership canadien pour une meilleure transparence des barrières. Je crois que le Canada peut jouer ce rôle. Il est un membre important du groupe et il pourrait exercer un leadership important. En matière de financement, nous aimerions établir une enveloppe importante, mais décentralisée, qui appuierait davantage les groupes humanitaires et de défense des droits et les collectivités locales.

On peut avoir le dialogue et la synergie dont parlait M. Occius avec les groupes au Canada et avec les diasporas haïtiennes. Par exemple, vous pouvez compter sur l'AQOCI pour organiser des rencontres et voir quelles seraient les meilleures stratégies.

Pour ce qui est de connaître la bonne façon de s'adresser aux bons interlocuteurs, je crois que c'est en multipliant les sources de dialogue.

Je peux témoigner qu'il y a énormément d'engagements au Québec avec de nombreux partenaires haïtiens. On peut difficilement vous donner des exemples concrets en si peu de temps — ce que j'aurais aimé faire —, mais on peut organiser d'autres rencontres pour approfondir les meilleures stratégies.

Le président : Merci, madame Asselin.

La sénatrice Youance : J'aimerais poursuivre sur un élément soulevé par Mme Asselin, soit la concertation ainsi que la discussion et les espaces de dialogue. J'aimerais aborder deux

make up more than half of all gang members. What do we need to think about to ensure that those children go back to school without being punished for their involvement?

My second question is for Mr. Occius.

You advocate strongly for protecting the civil space and the 3 million people living in Haiti who do not have papers. We know a lot about the state of governance and the displacement of populations. Add to that the possibility of people being deported from the U.S. and the Dominican Republic. What needs to happen for Canada to address the problem of people without papers, so they aren't stateless?

Thank you.

Ms. Asselin: Canada has to base its efforts on the international convention on the rights of children and the approach regarding child soldiers. Protocols exist, and our efforts to help strengthen Haiti's justice system need to include building capacity to ensure that those children are protected. However, those efforts will be futile if we don't focus on strengthening the school system, which has been severely affected.

Mr. Occius: Thank you for your question.

We are very concerned, because the OCNH works at border points between Haiti and the Dominican Republic. We are appealing for asylum reforms in Haiti. Identification is the gateway to all other rights. Without a birth certificate, a citizen can't vote, apply for a passport or open a bank account, and a student can't take their formal exams. A person in Haiti without a birth certificate and civic address doesn't exist, legally speaking. We will even say that a state that can't control its birth and mortality rates can't work on a plan for sustainable development.

Canada could help by investing in efforts to modernize the civil status system. This includes investing directly in democracy building. Canada could help the Haitian government reform the civil status system by providing technical and financial support. That reform is something the Haitian government could carry out.

We are in favour of reform, because democracy is at stake. Haiti hasn't had an election in 10 years. Millions of people need a birth certificate. Under the law, they need one in order to get a national identity card. Following the 2025 order adopted by Haiti, we sent the government our analysis. Why? If the Haitian

points. En ce qui concerne les enfants qui font partie de gangs — ce qui représente plus de la moitié des enfants —, quelles questions doit-on se poser pour garantir que ces enfants retourneront à l'école sans être punis, parce qu'ils ont été impliqués?

Pour ce qui est du deuxième point, je vais m'adresser à M. Occius.

Vous vous battez beaucoup en faveur de la protection de l'espace civil et des 3 millions de personnes qui vivent en Haïti et n'ont pas de papiers. On en connaît déjà beaucoup sur la situation de gouvernance et les déplacements des populations. À cela, on ajoute l'expulsion potentielle de personnes, tout particulièrement des États-Unis ou de la République dominicaine. Comment faire pour que le Canada puisse résoudre le problème des personnes sans papiers, afin que ces personnes ne soient pas apatrides?

Merci.

Mme Asselin : Le Canada doit se baser sur la Convention internationale des droits de l'enfant et l'approche relative aux enfants soldats. Il y a des protocoles, et, dans nos efforts de renforcement du système judiciaire en Haïti, il y aurait un renforcement des capacités en vue de garantir la protection de ces enfants. Cependant, elle ne fonctionnera pas si nous ne nous occupons pas du renforcement du système scolaire, qui a été fortement ébranlé.

M. Occius : Merci de la question.

Nous sommes très préoccupés, parce que l'OCNH travaille dans les points frontaliers entre Haïti et la République dominicaine. Nous faisons un plaidoyer pour la réforme du système d'asile en Haïti. L'identité est la porte d'entrée vers tous les autres droits. Donc, sans acte de naissance, un citoyen ne peut pas voter, ne peut pas avoir de passeport, ne peut pas ouvrir un compte bancaire, et un enfant ne peut pas passer ses examens officiels. Lorsqu'une personne n'a pas son acte de naissance et une adresse municipale en Haïti, juridiquement, cette personne n'existe pas. Nous allons même vous dire qu'un État qui ne peut pas contrôler le taux de mortalité et le taux de natalité ne peut pas travailler à un plan de développement durable.

Le Canada pourrait aider en faisant des investissements pour la modernisation de l'état civil. Il peut investir directement dans la formation de la démocratie. Le Canada pourrait aider l'État haïtien à réformer le système d'état civil en fournissant des appuis techniques et financiers. L'État haïtien pourrait porter cette réforme.

Nous sommes en faveur d'une réforme, parce qu'on parle de la démocratie. Il n'y a pas eu d'élections en Haïti depuis 10 ans. Des millions de personnes ont besoin d'un acte de naissance. Selon la loi, pour avoir une carte d'identification nationale, il faut avoir un acte de naissance. À la suite du décret de 2025 que

government were to implement the law, it could increase the number of people at risk of statelessness in Haiti.

The Chair: Thank you, Mr. Occius.

[*English*]

We have four minutes left and three senators who would like to ask questions. We're going to have a rapid round of about a minute and a half each, so please ask a precise question to our witnesses.

Senator Coyle: Mr. Occius, I have a question about elections at the subnational level in Haiti. We've been talking a lot about the national level, but what about the local level and other levels of government within Haiti? Is this something that you are also working on? Is this something that could help come from the bottom up, if you like?

[*Translation*]

Mr. Occius: Thank you for your question.

The OCNH has done work at the national level. Currently, we have coverage nationally and we also have regional offices. We know what we're talking about.

On the issue of elections, Haiti is experiencing a governance and human rights crisis, as you are well aware. Solving certain problems requires institutions.

Violence and insecurity are rampant in Port-au-Prince. Nationally, however, plans could be developed to hold elections. Port-au-Prince is one department, but there are 10 departments. Can election planning focus solely on Port-au-Prince? No. The situation needs to be examined, because there are 10 departments and meetings could be held in some departments. Since 2022, the OCNH has been undertaking activities at the provincial level, and as I speak, we have regional offices.

The Chair: Thank you, Mr. Occius.

[*English*]

We are short on time, so I would ask Senator Gerba and Senator Ataullahjan to ask their questions in sequence and very precisely, and we'll see if we have a minute to answer them.

[*Translation*]

Senator Gerba: I have a question for Ms. Cébron and Ms. Asselin.

l'État haïtien vient d'adopter, nous leur avons fait parvenir un rapport d'analyse. Pourquoi? Si l'État haïtien appliquait effectivement cette loi, cela pourrait faire augmenter le nombre de personnes à risque d'apatridie en Haïti.

Le président : Merci, monsieur Occius.

[*Traduction*]

Il nous reste quatre minutes, et trois sénateurs souhaitent poser des questions. Nous allons donc procéder à une série d'interventions rapides, en accordant environ une minute et demie à chacun. Je vous prie donc de poser une question précise à nos témoins.

La sénatrice Coyle : Monsieur Occius, j'ai une question concernant les élections à l'échelon infranational en Haïti. Nous avons beaucoup parlé du niveau national, mais qu'en est-il du niveau local et des autres ordres de gouvernement en Haïti? Cela fait-il partie de vos domaines d'intervention? Cela pourrait-il favoriser, en quelque sorte, un changement à partir de la base?

[*Français*]

M. Occius : Merci de la question.

L'OCNH a fait du travail sur le plan national. Actuellement, nous avons une couverture nationale et des bureaux régionaux. Nous savons bien de quoi nous parlons.

Parlant des élections, vous n'êtes pas sans savoir qu'Haïti traverse une crise de gouvernance et des droits de la personne. Pour trouver des solutions à certains problèmes, il faut l'existence d'une institution.

À Port-au-Prince, il y a beaucoup de violence et d'insécurité. Cependant, à l'échelle nationale, on pourrait faire des plans pour organiser des élections. Parce que Port-au-Prince, c'est un département. Il y a 10 départements. Est-ce qu'on peut rester uniquement à Port-au-Prince pour l'organisation des élections? Cela n'est pas possible. Il faut faire des analyses, parce qu'il y a 10 départements, et dans certains départements, on pourrait tenir des réunions. Depuis 2022, l'OCNH réalise des activités d'intérêt de province, et d'où je vous parle, nous avons des bureaux régionaux.

Le président : Merci, monsieur Occius.

[*Traduction*]

Comme nous manquons de temps, je demanderais aux sénatrices Gerba et Ataullahjan de poser leurs questions à tour de rôle et de façon très précise, puis nous verrons s'il nous reste une minute pour entendre les réponses.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : J'ai une question pour Mmes Cébron et Asselin.

We are often told that the crisis in Haiti has to be solved by Haitians. Today, we are talking about what Canada can contribute. Do you think Canada has strong acceptance on the ground, or do we need to establish a mechanism for working with the diaspora?

[English]

Senator Ataullahjan: My question is for Ms. Asselin.

Change in some countries has come through pressure from civil society. How can we strengthen and support civil society in Haiti?

[Translation]

Ms. Asselin: Yes, Canada is well regarded, but it would be even more so if it showed more transformative leadership. That means providing predictable funding support directly to partners, to NGOs, and giving them the independence to adapt as needed. A project-specific focus doesn't provide the flexibility to adapt to the changing reality. As pointed out, this is an unprecedented crisis, and things change almost daily, so being able to adapt is key.

We can make a difference, and we can engage more closely with the population, and Canada would be seen in an even better light.

I want to leave some time for Ms. Cébron.

Ms. Cébron: I agree. Canada is well placed, and well regarded by our local teams and partners. Over the decades, a sense of connection with Canada has emerged. That's why we're saying there's a momentum for Canada, given its engagement to promote security and stability. Canada should have a similar engagement when it comes to humanitarian assistance and civilian protection. By coordinating such efforts and consulting with stakeholders, Canada could keep building the relationship of trust that has been established. Consultation mechanisms are key. International organizations like ours can facilitate those efforts, but it is absolutely fine to work directly with civil society agencies on certain issues. That's what we try to set up. After that, we are there to provide support. Certainly, that is what we would advise.

The Chair: Thank you very much.

We are really out of time. On behalf of the committee, I'd like to thank our witnesses today, Camille Occius, Michèle Asselin and Chloé Cébron. We appreciate your speaking to us and answering our questions. Thank you very much.

On entend souvent dire que la crise haïtienne doit être réglée par les Haïtiens. On parle ici de l'apport du Canada. Pensez-vous que le Canada est bien accepté sur le terrain, ou devrait-il mettre en place un mécanisme de concertation avec la diaspora?

[Traduction]

La sénatrice Ataullahjan : Ma question s'adresse à Mme Asselin.

Dans certains pays, ce sont les pressions exercées par la société civile qui ont permis des changements. Comment peut-on renforcer et soutenir la société civile en Haïti?

[Français]

Mme Asselin : Oui, le Canada est bien vu, mais il pourrait l'être davantage et exercer un leadership plus transformateur. Le soutien va directement aux partenaires, aux ONG, avec une prévisibilité et une garantie d'une autonomie d'adaptation. Quand on regarde des projets bien précis, cela ne permet pas de s'adapter à une réalité — on vient de le dire — qui est celle d'une crise sans précédent et pour laquelle on doit s'adapter presque jour après jour.

On peut faire une différence, et le Canada pourrait être encore mieux perçu et plus proche des populations.

Je laisse du temps pour Mme Cébron.

Mme Cébron : Effectivement, le Canada est bien placé et quand même bien vu par nos équipes locales et nos partenaires. On sent qu'une proximité avec le Canada s'est créée au fil des décennies. C'est pour cela qu'on dit qu'il y a un momentum pour le Canada, étant donné son engagement sur les enjeux de sécurité et de stabilisation. Il devrait le doubler d'un engagement sur la protection et l'assistance humanitaire, où il pourrait continuer de construire cette relation de confiance en coordination et en consultation, et cetera. Les mécanismes de consultation sont essentiels. En tant qu'organisations internationales, on peut le faciliter, mais il est tout à fait correct que certaines choses se fassent directement avec les organismes de la société civile. C'est ce que nous essayons d'organiser. Ensuite, nous sommes là pour les soutenir. En tout cas, c'est comme cela qu'on le conseille.

Le président : Merci beaucoup.

Notre temps est vraiment écoulé pour cette séance. Au nom du comité, je veux remercier nos témoins d'aujourd'hui, M. Camille Occius, Mme Michèle Asselin et Mme Chloé Cébron, pour leurs commentaires et leurs réponses à nos questions. Merci beaucoup.

[*English*]

Colleagues, with that, this meeting is adjourned.

(The committee adjourned.)

[*Traduction*]

Sur ce, chers collègues, la séance est levée.

(La séance est levée.)
